

Département de l'ARDECHE

Commune d'ETABLES

CARTE COMMUNALE

Rapport de présentation

*Vu pour être annexé à la
délibération du*

Le Maire,



Atelier d'Urbanisme
10 rue Condorcet
26100 ROMANS-SUR-ISERE

5.02.132

SOMMAIRE

PREAMBULE	1
-----------------	---

PREMIERE PARTIE : ETAT DES LIEUX

INTRODUCTION	3
CHAPITRE PREMIER EXPOSE DU DIAGNOSTIC	5
A. DEMOGRAPHIE	7
B. ACTIVITES ECONOMIQUES	13
C. HABITAT ET URBANISATION	20
D. SERVICES ET EQUIPEMENTS.....	25
E. LE CONTEXTE INTERCOMMUNAL.....	31
F. LES LOIS ET REGLEMENTATIONS NATIONALES.....	32
CHAPITRE DEUXIEME ANALYSE DE L'ETAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT	35
A. PAYSAGE	36
B. MILIEU NATUREL	41
C. HISTOIRE ET PATRIMOINE	52
CHAPITRE TROISIEME CONCLUSION	54

DEUXIEME PARTIE : PRESENTATION DU PROJET RETENU POUR ETABLIR LA CARTE COMMUNALE

A. LES DOCUMENTS D'URBANISME SUPRACOMMUNAUX	56
B. ORIENTATIONS DE LA CARTE COMMUNALE	59
C. CARACTERISTIQUE DU NOUVEAU ZONAGE	60

TROISIEME PARTIE : INCIDENCES DE LA CARTE COMMUNALE & PRISE EN COMPTE DE L'ENVIRONNEMENT

TABLE DES MATIERES

PREAMBULE	1
------------------------	----------

PREMIERE PARTIE : ETAT DES LIEUX

INTRODUCTION	3
---------------------------	----------

CHAPITRE PREMIER EXPOSE DU DIAGNOSTIC	5
--	----------

A. DEMOGRAPHIE	7
1. POPULATION	7
1.1. Evolution	7
1.2. Age de la population.....	8
1.3. Les Ménages.....	10
2. POPULATION ACTIVE	10
3. LES GRANDES TENDANCES.....	12
4. PREVISIONS DEMOGRAPHIQUES	12
B. ACTIVITES ECONOMIQUES	13
1. L'AGRICULTURE	13
1.1. Les exploitations.....	13
1.2. La surface agricole	13
1.3. Les installations classées.....	15
1.4. Le cheptel.....	15
1.5. Les agriculteurs.....	16
2. ACTIVITES NON AGRICOLES	17
2.1. Industrie, Artisanat et Services.....	17
2.2. Commerces	18
2.3. Professions libérales	18
2.4. Tourisme	18
3. PREVISIONS ECONOMIQUES	19
C. HABITAT ET URBANISATION	20
1. HISTORIQUE DU DEVELOPPEMENT URBAIN.....	20
1.1. Habitat ancien	20
1.2. Urbanisation récente	21
2. CARACTERISTIQUES DU PARC IMMOBILIER.....	21
2.1. Evolution	21
2.2. Typologie.....	22
2.3. Epoque d'achèvement.....	23
2.4. Rythme de la construction.....	23
2.5. Logements sociaux et habitat ancien	24
D. SERVICES ET EQUIPEMENTS.....	25
1. SERVICES	25
2. EQUIPEMENTS COLLECTIFS ET CULTURELS.....	25
3. VIE ASSOCIATIVE.....	26
4. LES RESEAUX.....	27
4.1. Adduction d'eau potable	27
4.2. Réseau d'Assainissement	27
4.3.- Eaux pluviales.....	29
4.4. Ordures ménagères	29
4.5. Réseau viaire	30
4.6. Réseau de défense incendie.....	30
E. LE CONTEXTE INTERCOMMUNAL.....	31
F. LES LOIS ET REGLEMENTATIONS NATIONALES.....	32

CHAPITRE DEUXIEME ANALYSE DE L'ETAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT	35
A. PAYSAGE	36
1. PRESENTATION GENERALE	36
2. LES PAYSAGES NATURELS	36
3. LE PAYSAGE « BÂTI »	37
4. LES ENJEUX PAYSAGERS.....	40
4.1. Paysage naturel et agricole.....	40
4.2. Paysage bâti	40
B. MILIEU NATUREL	41
1. TOPOGRAPHIE	41
2. GEOLOGIE ET PEDOLOGIE.....	41
3. LE CLIMAT	43
4. LES MILIEUX NATURELS	44
4.1. La flore	44
4.2. La faune	45
4.3. Z.N.I.E.F.F.....	45
4.4. Site Natura 2000	47
5. HYDROLOGIE.....	48
5.1. Le réseau hydrographique communal	48
5.2. La loi sur l'eau	48
6. LES RISQUES NATURELS.....	51
C. HISTOIRE ET PATRIMOINE	52
1. HISTOIRE DE L'IMPLANTATION HUMAINE	52
2. LE PATRIMOINE CULTUREL	52
CHAPITRE TROISIEME CONCLUSION	54

**DEUXIEME PARTIE : PRESENTATION DU PROJET RETENU
POUR ETABLIR LA CARTE COMMUNALE**

A. LES DOCUMENTS D'URBANISME SUPRACOMMUNAUX	56
B. ORIENTATIONS DE LA CARTE COMMUNALE	59
C. CARACTERISTIQUE DU NOUVEAU ZONAGE	60
1. LES ZONES C, DITES CONSTRUCTIBLES.....	60
2. LES SECTEURS NON CONSTRUCTIBLES.....	61
3. LA ZONE Ca.....	62
1. L'ENVIRONNEMENT URBAIN.....	64
2. L'ENVIRONNEMENT NATUREL.....	65

**TROISIEME PARTIE : INCIDENCES DE LA CARTE COMMUNALE
& PRISE EN COMPTE DE L'ENVIRONNEMENT**



PREAMBULE

La loi n° 2000 – 1208 du 13 décembre 2000 relative à la **Solidarité** et au **Renouvellement Urbains** dans son article 6 :

« ...donne aux cartes communales le statut de document d'urbanisme. Approuvées conjointement par le maire et le représentant de l'Etat, après enquête publique, elles ont désormais un caractère permanent, le délai de validité de quatre ans étant supprimé.

Les communes dotées d'une carte communale seront compétentes en matière d'autorisation d'occupation des sols, sauf si le conseil municipal décide de maintenir la compétence de l'Etat (article 31 de la loi). »

Par ailleurs, cette loi supprime l'article qui interdisait d'abroger les P.L.U.. Les communes qui le souhaitent, notamment les petites communes, pourront abroger leur P.L.U., le cas échéant pour adopter une carte communale.

Sur la commune de ETABLES, les autorisations concernant l'occupation des sols sont délivrée au nom de l'Etat sur la base du Règlement National d'Urbanisme.

Aujourd'hui, la municipalité souhaite mener une réflexion approfondie sur le devenir du territoire communal et sur son mode de développement.

C'est pourquoi, la commune a décidé d'élaborer une « Carte Communale ». Cet outil réglementaire est adapté aux problèmes d'urbanisme rencontrés par les communes de l'importance de ETABLES.

1^{ère} Partie

ETAT DES LIEUX

INTRODUCTION

Chapitre I - EXPOSE DU DIAGNOSTIC

- A - Démographie**
- B - Activités économiques**
- C - Habitat et urbanisation**
- D - Services et équipements**
- E - Le contexte intercommunal**
- F - Les lois et réglementations nationales**

Chapitre II - ANALYSE DE L'ETAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT

- A - Paysage**
- B - Milieu naturel**
- C - Histoire et patrimoine**

Chapitre III - CONCLUSION

INTRODUCTION

Commune rurale de 625 habitants (recensement complémentaire en 2003), ETABLES est située dans le Haut Vivarais à 16 km au nord-ouest de Tournon.

Son territoire s'étage de la vallée encaissée du Doux jusqu'aux reliefs ondulés du plateau ardéchois.

L'agriculture domine sur ce plateau où l'habitat est disséminé en hameaux ou fermes isolées.

ETABLES en quelques chiffres :

Surface totale	: 1570 ha
Surface Agricole Utilisée communale (2000)	: 723 ha
Superficie des terres labourables	: 244 ha
Superficie toujours en herbe	: 442 ha
Superficie en vigne	: 2 ha
Superficie en verger	: 52 ha
Surface boisée	: 487 ha

Population totale	: 553 habitants
<i>(RGP 1999 sans double compte)</i>	
Population en 2003	: 625 habitants
<i>(recensement complémentaire)</i>	
Densité	: 39 hbts / km²
Taux de variation annuel (1990 - 1999)	: + 1,51 % / an
Taux de variation annuel (1999 - 2003)	: + 2,76 % / an
Solde naturel (1990 - 1999)	: + 33 personnes
Solde apparent (entrées moins sorties)	
– (1990 - 1999)	: + 37 personnes
– (1999 - 2003)	: + 72 personnes

En 1999	
295	Logements
217	Résidences principales (73%) dont 54 locatifs (soit 25 % des résidences principales)
47	Résidences secondaires (16 %)
32	Logements vacants (11 %)

En 2000	
20	Exploitations agricoles professionnelles
10	Artisans
2	Services
6	Commerces

CHAPITRE PREMIER

EXPOSE DU DIAGNOSTIC

A. DEMOGRAPHIE

(Sources : Recensement général de la population de 1975, 1982, 1990, 1999 ; Recensement agricole de 1998, 2000 ; INSEE Rhône Alpes ; Données communales 2002).

En 1999 :

- ◇ 553 habitants (RGP 1999)
- ◇ 625 habitants (recensement 2003)
- ◇ 1 570 hectares
- ◇ Taux de variation annuelle + 1,51 % entre 1990 et 1999, + 2,76 % entre 1994 et 2003
- ◇ Densité : 39 habitants / km²
- ◇ 80 emplois sur la commune (données communales 2002) (120 emplois Source INSEE 1999)
- ◇ 254 actifs en 1999, soit 47,6 % de la population totale

1. POPULATION

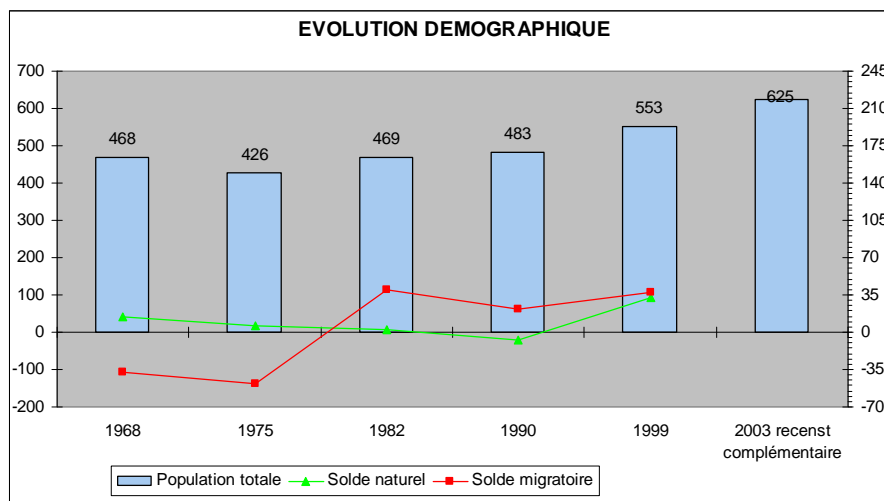
Depuis 1975, par le jeu des flux migratoires, les pôles urbains et ruraux ont perdu des habitants tandis que les communes placées sous leur influence ont bénéficié d'un apport de population.

Ainsi nous constatons qu'à Etables c'est surtout le flux migratoire positif qui permet un accroissement de la population. La commune est placée sous l'influence de la zone urbaine de Tain, Tournon, Saint-Vallier, Annonay, Valence et la Vallée du Rhône.

1.1. EVOLUTION

ETABLES compte 625 habitants en 2003. La population a augmenté de 33 % en 21 ans soit 156 habitants supplémentaires.

La densité de population en 2003 est de 39 habitants au kilomètre carré.



La croissance est due, pour une large part au solde migratoire qui augmente fortement entre 1975 et 1982 et se tasse entre 1982 et 1999. A l'inverse le solde naturel va décroissant jusqu'en 1990, période à laquelle il est négatif. Il s'accroît ensuite jusqu'à un solde positif de 33 naissances.

Le recensement complémentaire montre une forte augmentation soit + 72 habitants supplémentaires entre 1999 et 2003. L'augmentation est due à l'installation de nombreux jeunes ménages qui ont fait construire ou se sont logés dans les petits collectifs HLM.

1.2. AGE DE LA POPULATION

La part des tranches d'âge 0-19 ans cumulée à celle des 20-39 ans était en augmentation constante depuis 1975. 53,2 % en 1975 ; 55,5 en 1982 ; 58 % en 1990. Elle tombe en deçà de la valeur de 1975 à 52,8 % en 1999. Par ailleurs, nous constatons que la tranche la plus jeune est en baisse depuis 1975. Malgré un solde naturel de + 33 la tranche d'âge 0-19 ans n'augmente pas d'autant.

La tranche d'âge des 40-59 ans voit son effectif grossir au détriment de la tranche des 20-39 ans.

La tranche des plus âgés 60-74 ans et plus de 75 ans connaît une relative stagnation entre 1990 et 1999 à environ 24 % de la population.

Les bases des pyramides des âges se contractent au profit des sommets et ce jusqu'en 1999. Depuis 1999 de nombreux jeunes ménages se sont installés, il semble que la tendance s'inverse au profit des plus jeunes (données communales)

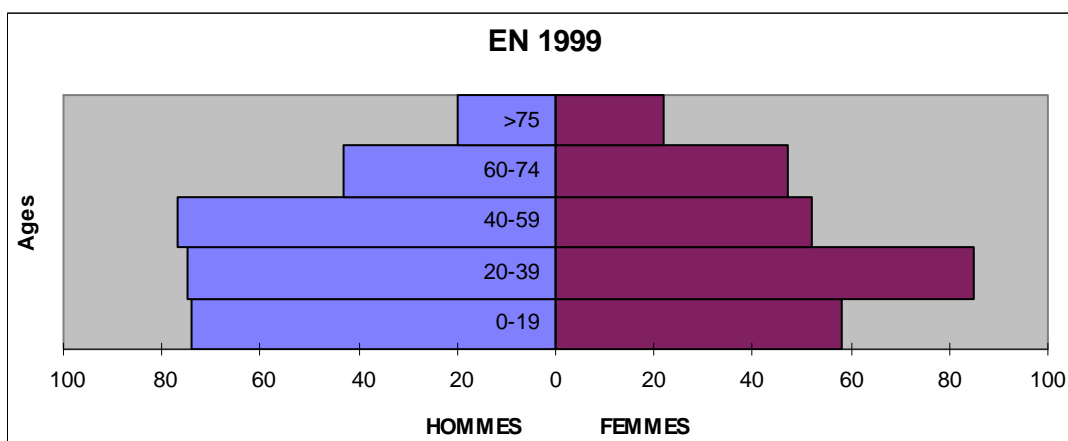
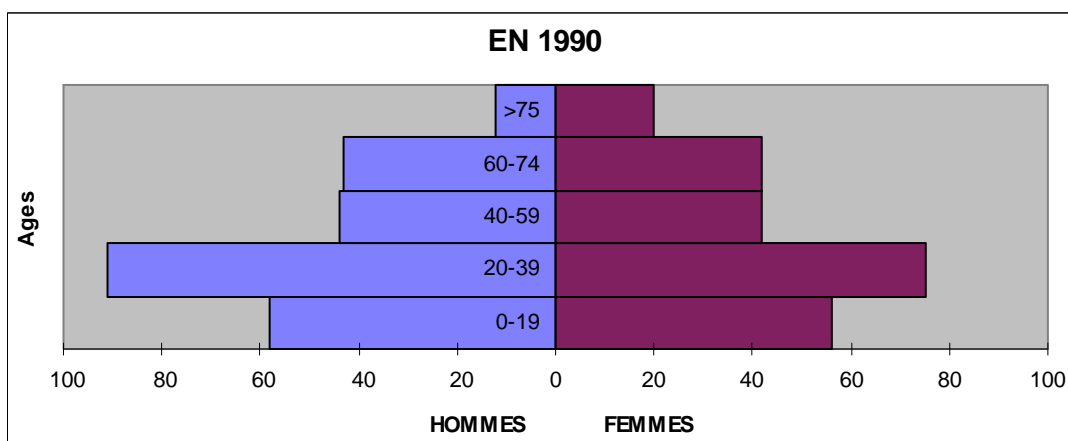
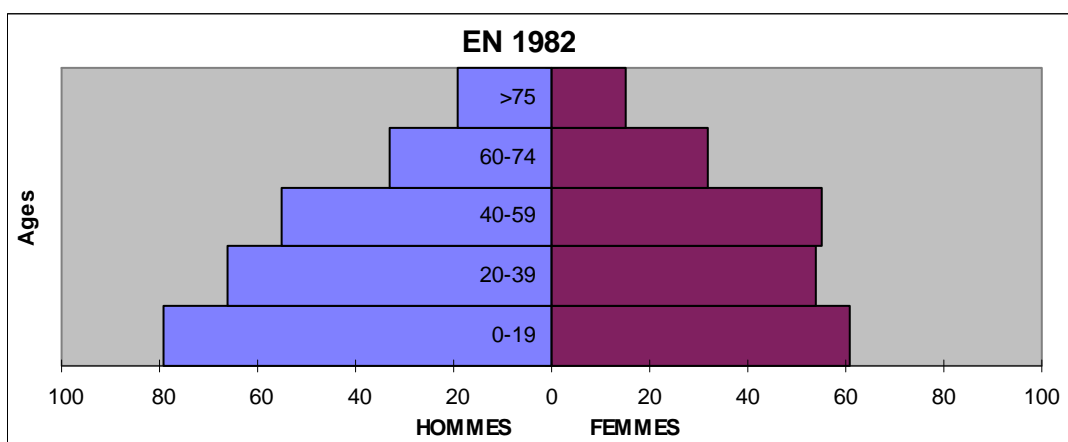
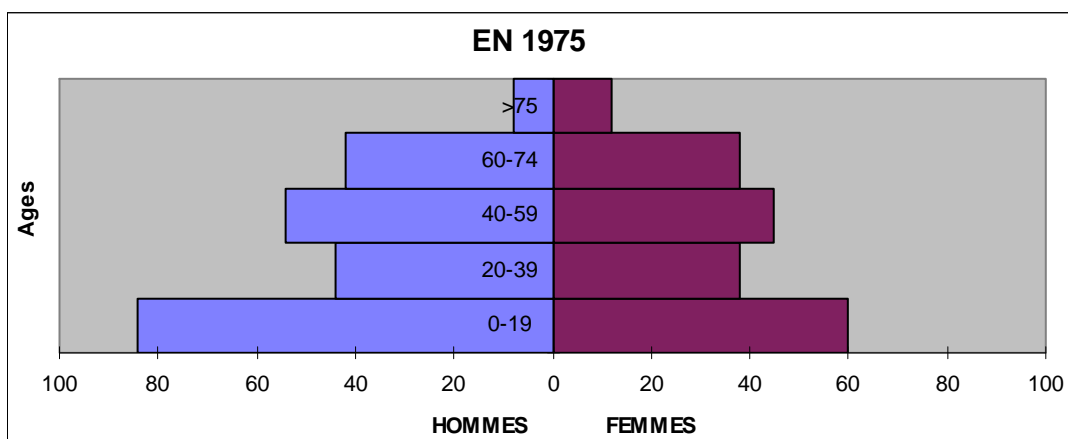
L'indice de jeunesse permet de connaître la part du jeune dans une population donnée et se calcule en comparant l'effectif des 0-19 ans par rapport à l'effectif des 60 ans et plus.

A ETABLES, l'indice de jeunesse s'établit en :

- 1975 : 1,44,
- 1982 : 1,41,
- 1990 : 0,97,
- 1999 : 1.

En 1999, l'indice de jeunesse du département de l'Ardèche est de 0,9 l'indice national est de 1,8.

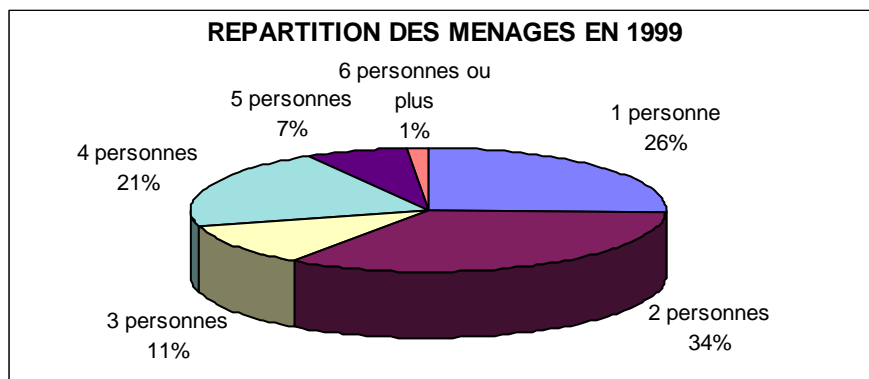
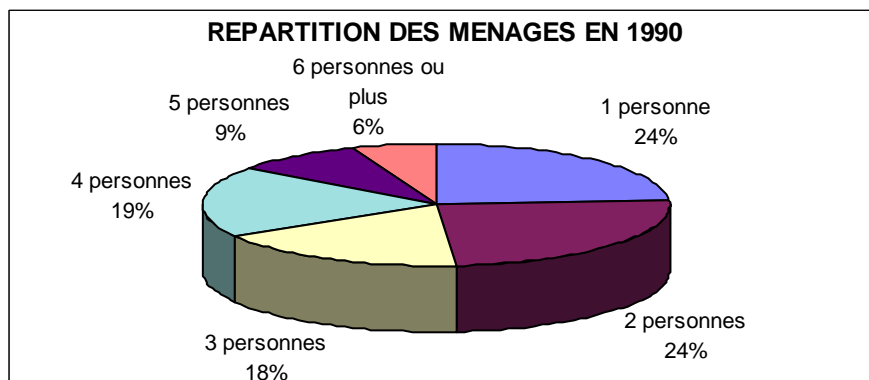
L'indice de jeunesse à Etables montre une baisse jusqu'en 90. Plus de naissance, l'arrivée de jeunes couples entre 90 et 99 inversent la tendance, l'indice de jeunesse connaît une très légère hausse.



1.3. LES MENAGES

La répartition des ménages en 1999 montre une sur-représentation des ménages d'une à deux personnes, 60 % des ménages alors qu'en 1990 la répartition était favorable aux ménages d'au moins 3 personnes.

L'indice des ménages s'établit à 2,55 habitants en 1999.



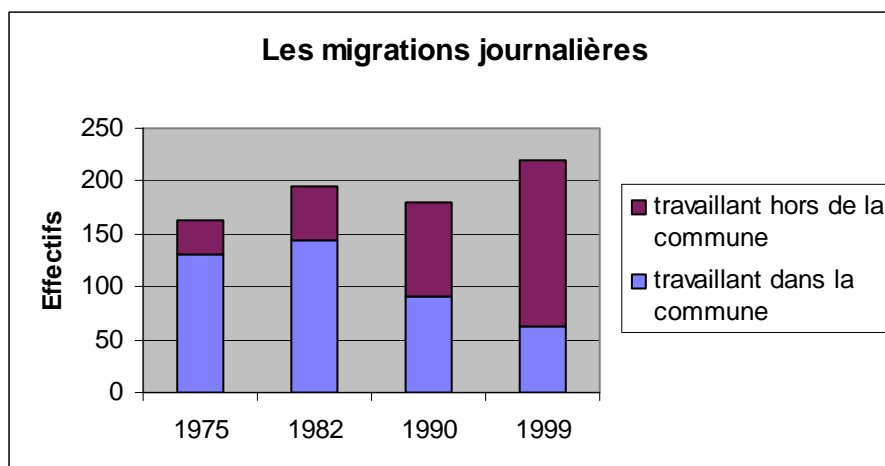
2. POPULATION ACTIVE

En 1999, 254 actifs sont recensés .

Sans aucun doute, si l'on en juge par le graphique des migrations journalières, il y a une « rurbanisation » de la commune. Les actifs quittent les villes où ils travaillent pour se loger dans les campagnes.

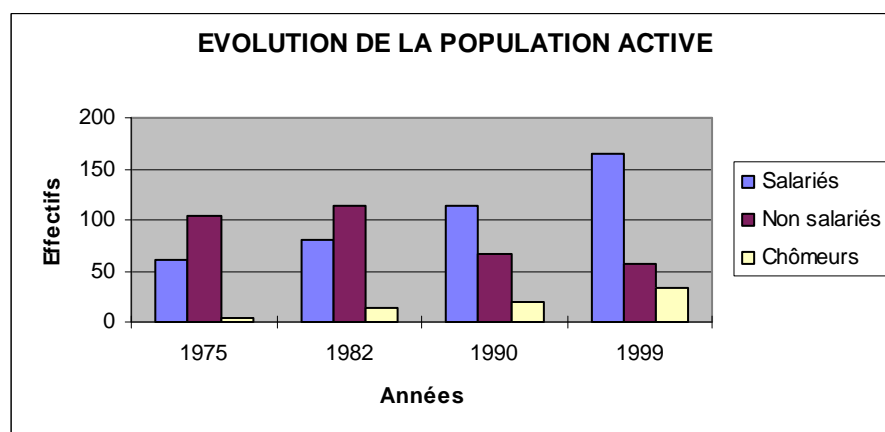
Celui-ci montre qu'en 1999 plus de 7 actifs sur 10 quittent ETABLES pour se rendre sur leur lieu de travail, ils étaient 5 sur 10 en 1990.

La zone d'emplois qui génère principalement ces migrations est Tain - Tournon et la Vallée du Rhône.



Deux raisons à cette évolution. Le nombre des actifs agricoles de la commune chute de 47% entre 1988 et 2000 soit une perte absolue de 71 emplois familiaux sur les exploitations. D'autre part, des entreprises situées sur la commune ont fermé, et les installations nouvelles peu nombreuses ne génèrent pas autant d'emplois.

Le graphique d'évolution de la population active illustre l'arrivée massive des salariés en même temps que diminue la proportion des non salariés.



Le chiffre en hausse constante tant du point de vue du pourcentage que de la valeur absolue est celui qui dénombre les chômeurs : 4 (2,4 % de la population active) en 1975 contre 34 en 1999 (13,3 % de la population). Dans le département de l'Ardèche, le taux de chômage est de 12,5 % en 1999.

Les données communales de 2002 recensent 80 emplois salariés sur la commune.

3. LES GRANDES TENDANCES

- Une population croissante depuis 1975 qui a connu une forte augmentation au cours des années 2000-2003, soit + 3,11 % par an.
- Un rajeunissement sensible en 1999 grâce notamment à l'arrivée de jeunes couples locataires des logements sociaux.

4. PREVISIONS DEMOGRAPHIQUES

La commune d'ETABLES connaît une forte demande d'installation tant en locatifs que pour la construction individuelle.

Les taux de variation annuelle constatés depuis 1968 sont :

- 1968-1975 : - 1,34%
- 1975-1982 : + 1,35%
- 1982-1990 : + 0,39%
- 1990-1999 : + 1,51%
- 1999-2003 : + 3,11% (recensement complémentaire 2003).

La commune souhaite accueillir de nouveaux habitants afin de faire prospérer son école, pérenniser ses commerces et dynamiser le tissu social.

Il est prévu la construction de 6 nouveaux logements sociaux qui permettra l'accueil de jeunes couples. Certains particuliers réhabilitent des logements qui seront ensuite offerts à la location, d'autres ouvrent à l'urbanisation quelques terrains mais l'offre est disparate et insuffisante pour répondre aux demandes.

Les élus entendent poursuivre le développement de la commune. La croissance envisagée s'établit à environ 2,76 % sur 10 ans. Celle-ci permettra l'accueil d'environ 195 habitants supplémentaires qui se répartiront dans les logements locatifs (sociaux ou privés), ainsi que sur les zones offertes à la construction de maison individuelle.



B. ACTIVITES ECONOMIQUES

(Sources : RGA 2000, INSEE 2000 ; Données communales ; SIVU l'Internet des communes).

1. L'AGRICULTURE

Données principales :

- ◇ 20 exploitations professionnelles en 2000
- ◇ 9 000 volailles
- ◇ 425 bovins
- ◇ 638 ha de S.A.U.* communale

La commune s'étend sur 1 570 ha, que se partagent entre autres les zones boisées pour 487 ha et les zones agricoles pour 638 ha (S.A.U. communale).

1.1. LES EXPLOITATIONS

Le nombre d'exploitations agricoles est en diminution depuis 1979 où l'on comptait 28 exploitations professionnelles contre 20 en 2000. La baisse affecte également le nombre de chefs d'exploitation à temps complet ainsi que la population familiale active sur les exploitations, soit respectivement – 54 % et – 56 % entre 1979 et 2000.

La forte restructuration, le nouveau contexte d'organisation de l'agriculture incite à l'agrandissement des exploitations agricoles plutôt qu'au maintien d'un grand nombre d'agriculteurs.

Les données communales en novembre 2002 relèvent 19 exploitations ayant leur siège à Etables.

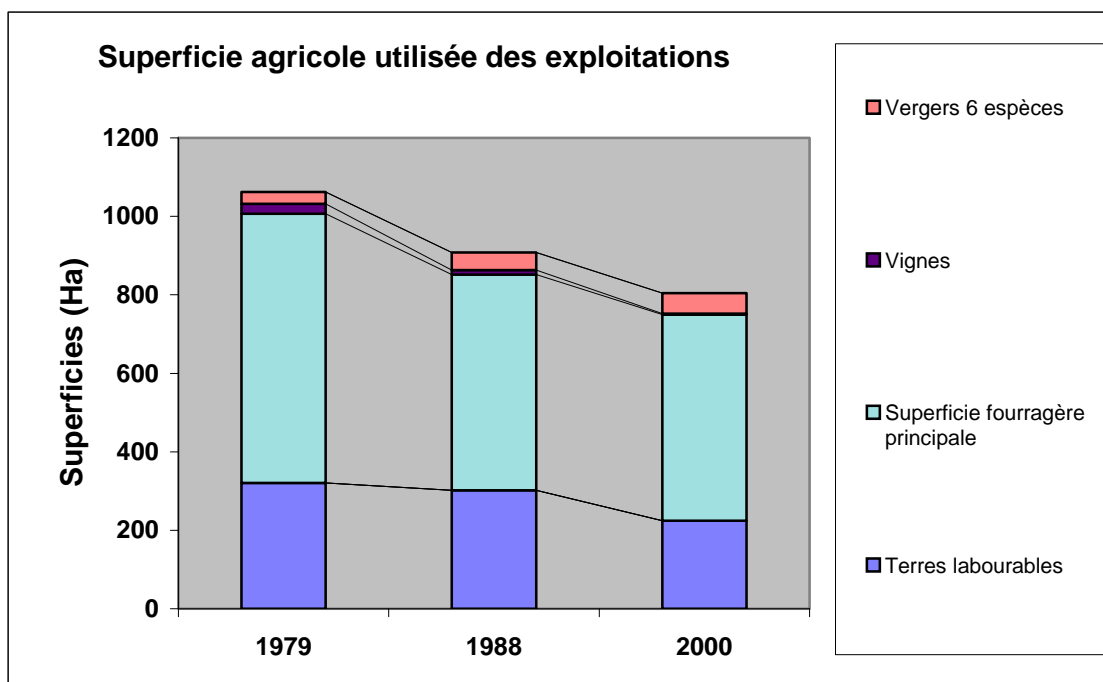
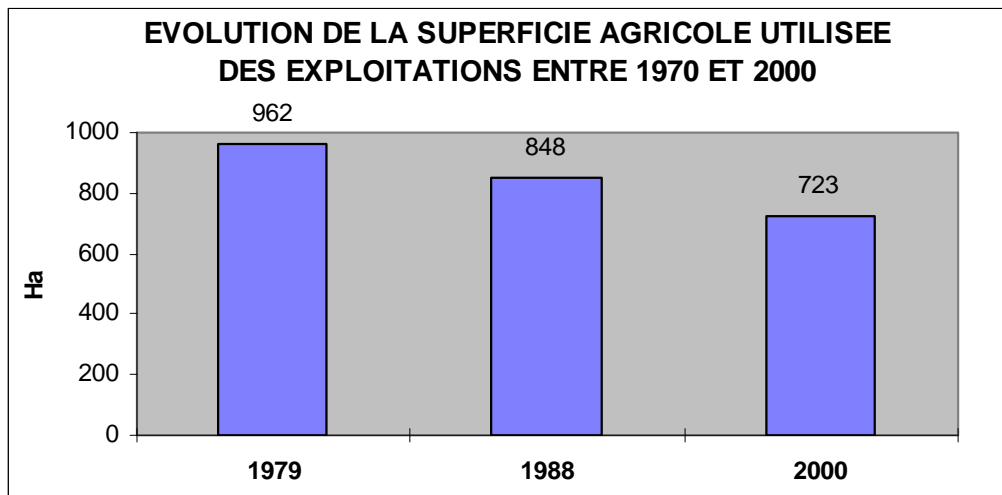
1.2. LA SURFACE AGRICOLE

La S.A.U. moyenne par exploitation professionnelle augmente entre 1988 et 2000 passant de 24 ha à 31 ha (RGA 2000) l'enquête communale de novembre 2002 indique une superficie moyenne des exploitations de 32,6 ha. Parallèlement à cette hausse on constate une baisse de la S.A.U. totale des exploitations qui chute de 239 ha en 25 ans passant de 962 à 723 ha.

La croissance des exploitations ne consomme pas la totalité des surfaces libérées par la disparition des plus petites.

* S.A.U. : Surface Agricole Utilisée.

Cela se traduit par des zones de déprise agricole sur les pentes et les espaces moins accessibles. D'autre part les successions entraînent des indivisions difficiles à gérer dans le temps ainsi qu'un éclatement des superficies qui induit souvent un changement de nature de culture et l'abandon des terrains les moins adaptés à la culture du fait de leur petite taille qu'accentue parfois le relief.



Les superficies de terres labourables, de céréales, de fourrage et d'herbes sont en baisse. La mécanisation ne peut se faire dans les zones à forts reliefs, à la baisse des élevages se synchronise la baisse des surfaces fourragères et toujours en herbe.

Deux activités agricoles sont en hausse relative :

- l'élevage caprins dont le cheptel a augmenté de près de 45 %, bien que le nombre d'exploitations dévolu à cet élevage soit en baisse ;
- l'arboriculture se développe passant de 30 ha en 1979 à 52 ha en 2000. Cette activité se concentre sur la partie sud du territoire communal tandis que l'élevage est davantage représenté sur la moitié nord.

Le développement agricole tend vers une diversification et vers la vente directe de produits transformés sur les lieux de production. Deux fermes ont opté pour cette mise en valeur dont l'une valorise sa production porcine.

D'autres agriculteurs ont choisi de mettre en valeur leur patrimoine et de créer une activité d'hébergement de type gîte rural.

ETABLES est incluse dans l'aire A.O.C. du Picodon.

1.3. LES INSTALLATIONS CLASSEES

Aucune activité ne relève de la nomenclature des installations classées.

Notons que les bâtiments d'élevage génèrent des contraintes d'éloignement vis-à-vis de l'habitat des tiers qui varient selon la nature et l'importance des activités (installations classées ou non).

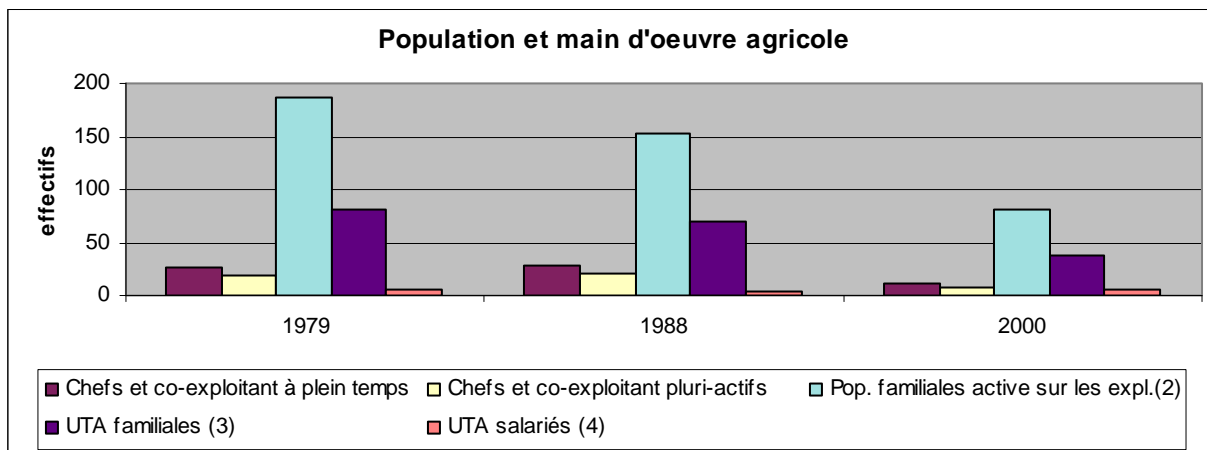
1.4. LE CHEPTEL

L'environnement économique et les conditions naturelles déterminent les activités agricoles. Ainsi, à ETABLES on constate une baisse très importante de l'élevage de volailles dont l'effectif supérieur à 22 000 têtes en 1979 chute à environ 9 000 en 2000. Un seul élevage de volailles est recensé en 2002 (y compris dans les exploitations non professionnelles).

L'élevage bovins régresse également. En 1979, 47 exploitations pratiquaient l'élevage bovin, en 2000, elles ne sont plus que 16.

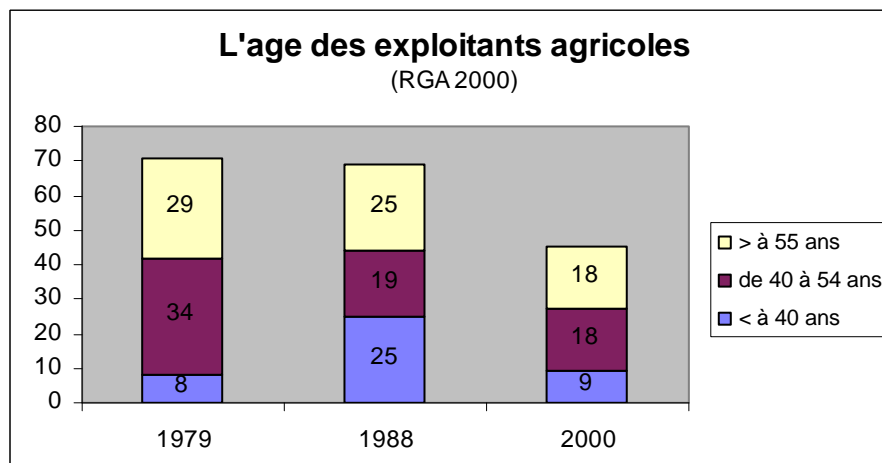
1.5. LES AGRICULTEURS

La population agricole ne cesse de diminuer. Plus d'un chef d'exploitation sur deux à temps complet en 1979 n'est plus en activité en 2000. La population active sur les exploitations est divisée par 2,3 en 25 ans tout comme le nombre d'U.T.A.* familiales. Cela traduit une amélioration de la productivité mais aussi la forte diminution de l'activité agricole.



L'âge moyen des chefs d'exploitation et coexploitants s'accroît. Seulement 9 d'entre eux (soit 20 %) ont moins de 40 ans tandis que 18 sont âgés de 55 ans et plus (40 %).

La transmission des exploitations aux plus jeunes ne semble pas être assurée. Se posera donc à terme le problème de la succession des exploitations.



* U.T.A. : Unité de Travail Annuel est la quantité de travail d'une personne à temps complet pendant une année.

2. ACTIVITES NON AGRICOLES

2.1. INDUSTRIE, ARTISANAT ET SERVICES

La commune d'ETABLES recense :

- des établissements liés à la construction dont :
 - une entreprise de maçonnerie,
 - deux menuisiers,
 - un menuisier charpentier,
 - un ébéniste,
 - deux électriciens,
 - deux entreprises de plâtrerie peinture,
 - un plombier.
- des entreprises de services :
 - un mécanicien agricole,
 - un garage,
 - une entreprise de location de matériel de réception,
 - un organisateur de spectacles et réception,
 - un électricien industriel,
 - une station de services,
 - une société d'élevage et dressage de chevaux,
 - une société de pompes funèbres,
 - trois assistantes maternelles,
 - ADMR.

2.2. COMMERCES

Plusieurs commerces sont présents sur la commune :

- Une boulangerie pâtisserie alimentation générale et presse,
- Une maison de pays de l'Ay au Doux (multiservices, produits fermiers et centre multimédia),
- Un bar tabac,
- Vente au déballage.

Sur le plan commercial, la commune dispose de commerces de proximité tels que la boulangerie et l'épicerie. Les habitants se rendent à Tournon-sur-Rhône où l'ensemble des commerces et services est présent.

2.3. PROFESSIONS LIBERALES

Un cabinet médical, une sage femme et un cabinet de kinésithérapeutes se sont récemment installés.

Les autres professions libérales ne sont pas présentes à ETABLES ni sur le plateau. Les habitants se rendent à Tournon-sur-Rhône où se trouve l'ensemble des services généraux (soit à 17 km).

L'équipe municipale souhaite la création d'un pôle médical afin de limiter le recours systématique au cabinet de la vallée du Rhône. Elle encourage l'installation des professionnels notamment par la mise à disposition de locaux adaptés.

2.4. TOURISME

7 gîtes ruraux sont agréés sur la commune, correspondant à une capacité d'accueil d'environ 45 personnes. Notons également la présence de chambres et tables d'hôtes, ainsi que d'un restaurant.

Il n'y a pas d'hôtel ni de camping sur la commune.

3. PREVISIONS ECONOMIQUES

(Sources : Etude du schéma d'accueil d'activités C.O.P.R.A. du pays d'Ardèche verte ; Copernic Consulting).

Le développement économique relève aujourd'hui de la compétence de la Communauté de Communes du Tournonais. Néanmoins et en accord avec celle-ci, la commune souhaite réserver un espace à l'activité, notamment pour permettre l'agrandissement des entreprises existantes mais aussi l'accueil de nouvelles activités. La création d'un espace dédié permet de limiter les nuisances avec les zones habitées.

Cette zone est pressentie en bordure de la RD 532, là où certaines activités sont déjà en place (garage, menuisier).

L'étude du schéma d'accueil d'activités C.D.P.R.A. du pays de l'Ardèche verte, estime la demande future sur le territoire de la Communauté de Communes du Tournonais à 31 ha.

Les zones d'activités actuelles ont un taux de remplissage de 100%, excepté pour les zones de Vion occupées à 15% en raison des difficultés d'accessibilité. L'offre actuellement commercialisée est de 8 ha environ à Champagne et à Mauves. Le potentiel d'extension des zones existantes, sous réserve de la maîtrise foncière, est estimé à 32 ha. Compte tenu de leur situation, ces zones se trouvent fortement imbriquées dans le tissu urbain existant ; l'étude de Copernic Consulting conclue que seuls 6 ha sont exploitables.

La zone d'ETABLES constitue l'un des deux nouveaux projets à court ou moyen terme sur le territoire du Tournonais et correspond à une nécessité. L'autre projet est l'extension de la zone de Champagne sur 27 ha. Tous deux permettent un ajustement correct de l'offre par rapport à la demande.

La mise en place de la zone d'activités à ETABLES s'inscrit dans le schéma directeur qui préconise un total de 13 actions.

D'un point de vue qualitatif le rapport note l'importance qu'il y a « à ne plus considérer les espaces d'activités uniquement comme des lieux de production mais aussi comme des lieux de vie qui participent de manière forte à la qualité d'un territoire ».

La réalisation du projet, implanté en milieu très rural, nécessite donc une attention accrue en terme d'insertion paysagère et de qualité architecturale.



C. HABITAT ET URBANISATION

1. HISTORIQUE DU DEVELOPPEMENT URBAIN

(Source : Inforoutes.ardèche.fr).

1.1. HABITAT ANCIEN

A l'époque des croisades, ETABLES devait compter un relais. Plus tard, le bourg s'est développé autour du Château de Fay construit au XIV^{ème} siècle.

Le territoire est ponctué de quelques bâtisses et groupes de maisons traditionnelles remarquables :

- Les Clots au nord du territoire.



- Malapos au-dessus des gorges du Doux.



1.2. URBANISATION RECENTE

L'urbanisation récente s'est plutôt développée sur le nord du territoire en bordure de la RD 532 au quartier Crémolière, La Plaine et La Croix du Fraysse. Les Verts, Bosc et le village ont également été développés ainsi que plus au sud, en bordure avec la commune de LEMPS, le hameau de Chilet. Cette urbanisation s'est développée au « coup par coup » en fonction des opportunités foncières et dans la linéarité induite par la voirie existante.

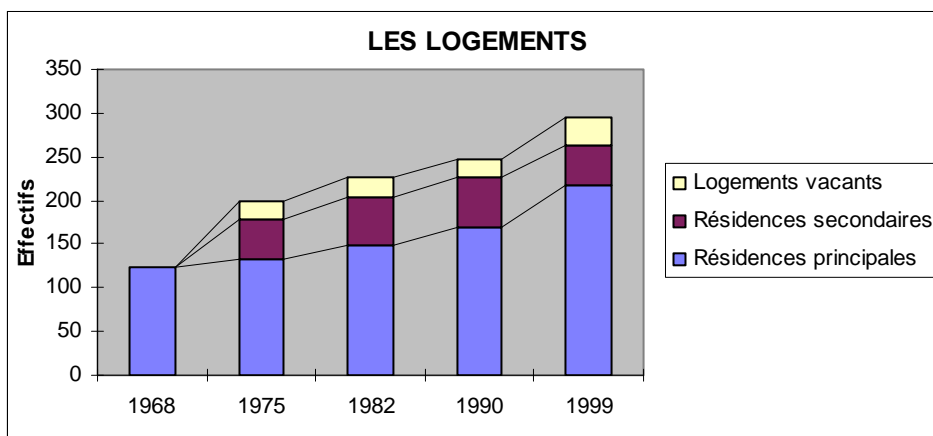
Les constructions sont, pour une large majorité, des maisons individuelles excepté au village où sont implantés les petits collectifs sociaux. Quelques logements nouveaux ont trouvé place dans les réhabilitations et rénovations de bâtis anciens.

2. CARACTERISTIQUES DU PARC IMMOBILIER

En 1999 :

- ◇ 553 habitants (*RGP sans double compte*)
- ◇ 296 logements dont 217 résidences principales
- ◇ 45 résidences secondaires (soit 15% du parc)
- ◇ 210 maisons individuelles
- ◇ 54 logements locatifs
- ◇ 1,87 personnes en moyenne par logement

2.1. EVOLUTION



Entre 1990 et 1999, la commune s'est dotée de 48 logements principaux supplémentaires (soit + 28 %) ce qui est bien supérieur à l'accroissement démographique (+ 14 %).

Le décalage entre l'évolution du nombre de résidences principales et la croissance démographique s'explique par le desserrement des ménages. La population moyenne par logement diminue depuis 1975, c'est le phénomène de décohabitation.

En 1990, le nombre moyen d'habitants par logements s'élève à 2,8, il baisse à 2,55 en 1999.

La part des résidences principales représente 73 % du parc total de logements en 1999. Ce pourcentage était de 68 % en 1990. Dans le même temps, nous constatons une baisse du nombre de logements secondaires. Les retours des personnes à l'âge de la retraite qui intègrent leur logement secondaire en résidence principale peuvent expliquer cette baisse qui s'est réalisée au profit des résidences principales.

La part des logements vacants semble amorcer une courbe croissante. 21 étaient dénombrés en 1990, 33 le sont en 1999.

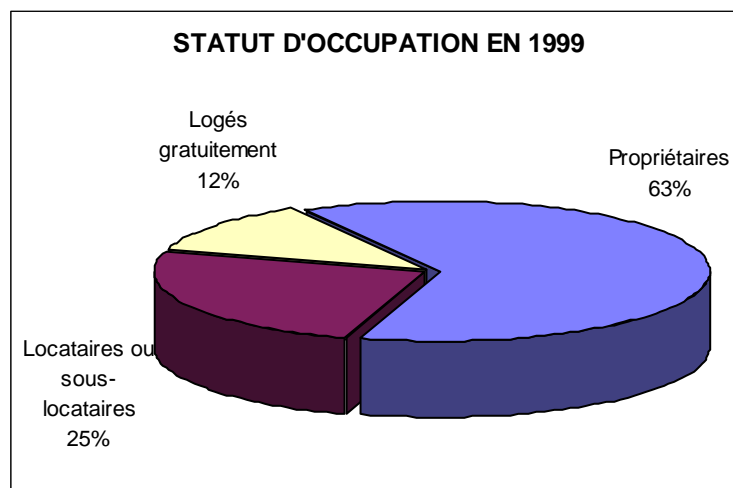
2.2. TYPOLOGIE

❑ Type de logements

La quasi-totalité des résidences principales est constituée de maisons individuelles, soit 96,3 %.

La commune compte 7 logements collectifs en 1999. Deux autres permis de construire pour du logement collectif ont été accordés, ils permettront la réalisation de 6 logements locatifs supplémentaires.

❑ Statut d'occupation des logements

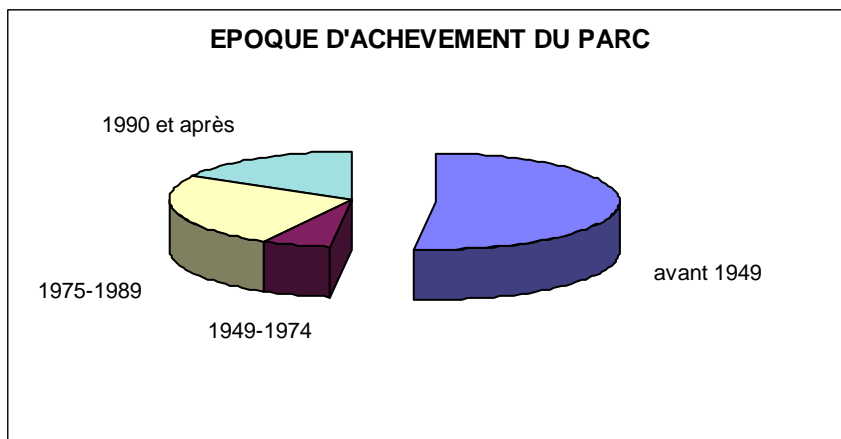


Le statut d'occupation des logements montre qu'une grande majorité des habitants sont propriétaires de leur logement. Notons toutefois que l'offre locative augmente entre 1990 et 1999 passant de 37 foyers locataires à 54. Ce type de logement permet le plus souvent d'accueillir des jeunes couples qui dynamisent le village et notamment l'école.

Les services communaux relève une forte demande de logements locatifs.

2.3. EPOQUE D'ACHEVEMENT

Le parc des logements est ancien : 52% des logements ont été construits avant la guerre. Cette proportion de logements anciens est de 42 % dans l'arrondissement et de 45 % dans le département.

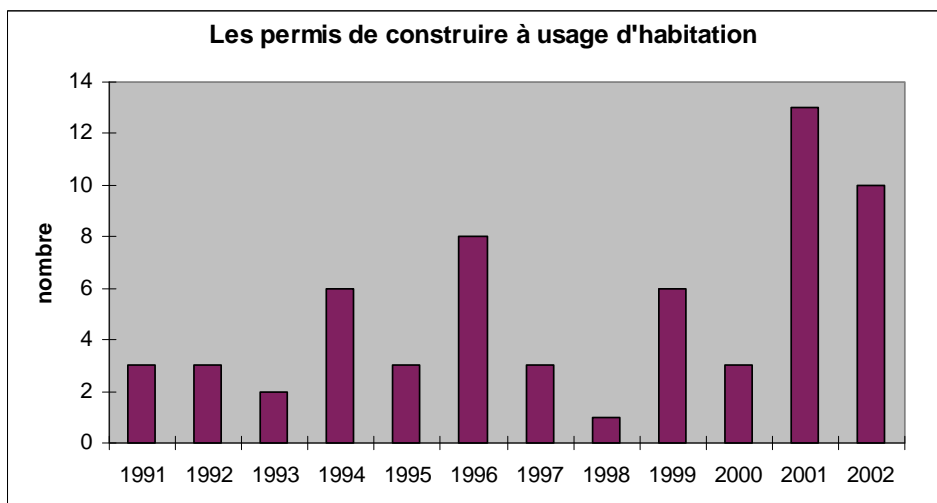


Le parc des logements c'est surtout développé après 1975.

2.4. RYTHME DE LA CONSTRUCTION

De 1997 à 2000, la construction autorisée varie de 1 à 6 logements autorisés par an. En 2001, 11 logements individuels et 2 logements collectifs sont autorisés en novembre 2002 la commune a enregistré 10 logements individuels autorisés.

Le rythme des demandes s'accélère. Sur la période 1991-2002 la moyenne est de 5 logements nouveaux par an. Si l'on considère la période 1999-2002 ce chiffre s'élève à 8 constructions nouvelles par an.



2.5. LOGEMENTS SOCIAUX ET HABITAT ANCIEN

L'offre de logements sociaux s'élève à 18 logements dont 10 sont gérés par les H.L.M. et 8 par la commune.

L'édification de 6 logements sociaux est programmée. L'office H.L.M. recherche des surfaces libres afin de développer l'offre locative.

Les services communaux recensent une dizaine de maisons à rénover répartis sur l'ensemble du territoire.



D. SERVICES ET EQUIPEMENTS

1. SERVICES

La commune d'ETABLES ne dispose pas de tous les services quotidiens. Ces services sont présents à Tournon-sur-Rhône distante d'environ 17 km.

Concernant l'approvisionnement, si les habitants disposent de quelques commerces de proximité (boulangerie, épicerie, tabac), ils se rendent à Tournon-sur-Rhône pour les achats en supermarché.

La commune est dotée des services publics suivants :

- une mairie dans le village,
- une agence postale.

2. EQUIPEMENTS COLLECTIFS ET CULTURELS

☐ Equipements scolaires

Une école publique, en regroupement pédagogique avec la commune de Lemps, reçoit à ETABLES une classe de 25 élèves du CP au CM2 à la rentrée scolaire 2002. Il y a également une école privée qui accueillent 36 élèves de la classe de maternelle jusqu'au CM2. Toutes deux sont situées dans le village.

A la rentrée 2004, une deuxième classe a été ouverte à l'école publique. Elle permet l'accueil des enfants du CE1 jusqu'en CM2.

Une cantine scolaire et une garderie péri-scolaire permettent un accueil de qualité pour les enfants des deux écoles.

☐ Equipements pour la petite enfance

Il n'existe pas de structure d'accueil de la petite enfance sur le plateau.

☐ Equipements culturels

La lecture est bien présente à ETABLES, avec la bibliothèque municipale, qui est un relais de la bibliothèque départementale de prêt.

Une salle communale accueille les associations et activités située au centre du village elle se révèle parfois insuffisante pour les grandes manifestations. La salle des jeunes permet à ces derniers de se réunir.

❑ Equipements sportifs

La commune bénéficie de l'accès au complexe sportif intercommunal construit sur son territoire et des équipements joints : 2 terrains de foot et les annexes.

Par ailleurs, la commune est traversée par le GR 42 et de multiples sentiers permettant de découvrir la faune et la flore de la commune :

- Le circuit de la Levée (ou du village) (6 km) offre un très beau panorama sur le Vercors et la chaîne des Alpes ;
- La Boucle de Maurens (3,5 km) qui guide le marcheur à travers les forêts et tout au long du ruisseau de la Daronne ;
- La boucle de Malapos (4 km) qui surplombe les gorges du Doux jusqu'au barrage de Clauzel sur le Doux après lequel le marcheur pénètre dans les gorges du Doux.

3. VIE ASSOCIATIVE

Bien que le développement urbain se soit principalement fait par le biais de secteurs d'habitat résidentiel plus ou moins éloignés du centre bourg et apportant le plus souvent une population tournée vers les pôles urbains pour ses loisirs, la présence de 14 associations témoignent d'une vie locale plutôt dynamique :

- ACCA (Chasse),
- ADMR (Association d'Aide en Milieu Rural),
- AEP (Association d'Education Populaire),
- Amicale Laïque,
- Amitiés en chansons,
- Anciens combattants,
- Association 3D,
- Association mosaïque,
- Coopérative scolaire,
- Comité des fêtes du Tilleul
- Damier de l'Harfang,
- UNRPA,
- US Croix du Fraysse,
- Foyer des jeunes.

4. LES RESEAUX

4.1. ADDUCTION D'EAU POTABLE

La commune est desservie en eau potable par le Syndicat des Eaux Cance-Doux.

La quasi-totalité des habitations est reliée, excepté trois qui disposent de sources privées.

La capacité du réseau A.E.P. est suffisante pour le projet de Carte Communale.

Il n'y a pas de captage d'eau potable sur la commune.

4.2. RESEAU D'ASSAINISSEMENT

(Source : Schéma général d'assainissement, BETURE CEREC février 2005).

4.2.1. Assainissement collectif

☐ Les réseaux existants

Trois réseaux unitaires distincts recueillent les eaux usées et pluviales l'un au village le deuxième au quartier Crémolière et le troisième au hameau des Maurins. Les différents réseaux sont très peu productifs d'eau claire parasite. Les réseaux du village et de Crémolière semblent être en bon état. La qualité du réseau des Maurins n'a pu être établie en raison de l'absence de tampons de visite.

En l'absence de traitements, les effluents sont directement rejetés dans le milieu naturel. Ils trouvent leur exutoire dans des talwegs (village, Crémolière), des puits perdus (Crémolière) ou dans une parcelle (Maurins).

☐ Les projets

La commune a retenu un traitement commun pour les eaux usées du village et du quartier de Crémolière.

Il a été étudié la mise en place d'une station d'épuration dimensionnée pour 680 équivalents habitants ainsi que l'extension du réseau vers les zones constructibles non desservies du document d'urbanisme.

Compte tenu de la nature unitaire du réseau existant du quartier Crémolière et compte tenu du fait que le milieu récepteur est un ruisseau non pérenne, une station de type lits à macrophytes a été envisagée.

L'emplacement retenu pour implanter la station d'épuration est situé en contrebas de Crémolière sur la parcelle 11. Cet emplacement a été choisi pour favoriser le développement de la zone artisanale mais également pour des problèmes de foncier. Un réseau de transit

gravitaire descendra du village le long du ruisseau vers Crémolière. Un collecteur amènera les eaux usées de Crémolière sur le même site où sera installé un poste de refoulement. Les effluents seront alors refoulés jusqu'au réseau gravitaire de Crémolière qui descend vers le site de la station d'épuration.

4.2.2. Assainissement non collectif

Une enquête a été réalisée auprès des propriétaires non raccordés au réseau public. 209 fiches ont été envoyées, 129 retournées, soit un taux de réponse de 62 %.

Cette enquête a permis de constater que 75 % des filières rejettent directement les eaux vers le milieu naturel, ces systèmes ne sont pas conformes aux normes en vigueur et plutôt vieillissants.

Certaines installations occasionnent des désagréments aux propriétaires notamment des dégagements d'odeurs ou bien des colmatages. Le vieillissement des systèmes ainsi qu'un mauvais dimensionnement ou une malfaçon peuvent être la ou les causes de ces désagréments.

Aptitudes des sols à l'assainissement autonome

Les sondages réalisés ont permis de classer les terrains selon quatre catégories d'aptitude :

- Zone rouge : zone très peu favorable à l'assainissement autonome par infiltration.
- Zone jaune : zone où l'épandage peut être mis en oeuvre selon des filières particulières, contraignantes et relativement peu économiques : filtre à sable drainé avec rejet en milieu superficiel (réservé aux réhabilitations).
- Zone verte : Zone où l'assainissement autonome peut être mis en oeuvre selon des filières habituelles classiques et à un coût normal.

Globalement l'aptitude des sols l'assainissement autonome est plutôt mauvaise sur l'ensemble du territoire et les fluctuations des sols importantes d'un terrain à l'autre.

Le tableau ci-après indique pour chacun des quartiers le résultat de l'aptitude des sols à l'assainissement.

Secteurs	Zones	Préconisation
A – Bel Air	Rouge	Epandage très difficile à mettre en œuvre car la pente est supérieure à 15 %.
	Vert	40 m ² de tranchées filtrantes peu profondes.
B – Croix de Fraysse	Rouge	Epandage très difficile à mettre en œuvre car la perméabilité est inférieure à 15 mm/h.
	Jaune	25 m ² de filtre à sable vertical drainé ou filtre compact avec rejet des effluents traités dans le milieu hydraulique superficiel ou dans des tranchées d'infiltration (pour la réhabilitation des parcelles construites uniquement).
	Vert	40 m ² de tranchées filtrantes.
C – Four	Rouge	Epandage très difficile à mettre en œuvre car la perméabilité est inférieure à 15 mm/h.
	Vert	60 m ² de tranchées filtrantes peu profondes (0,60 m / TN) adaptées aux terrains en pente.

Secteurs	Zones	Préconisation
D – Grand Marzillac	Rouge	Epandage très difficile à mettre en œuvre car la perméabilité est inférieure à 15 mm/h et le substratum rocheux subaffleurant.
	Vert	60 m ² de tranchées filtrantes adaptées aux terrains en pente
E – Lapayge	Rouge	Epandage très difficile à mettre en oeuvre car la perméabilité est inférieure à 15 mm/h et la zone est très humide.
	Vert	60 m ² de tranchées filtrantes adaptées aux terrains en pente.
F – Petit Chère	Rouge	Epandage très difficile à mettre en œuvre car la perméabilité est inférieure à 15 mm/h.
	Vert	60 m ² de tranchées filtrantes adaptées aux terrains en pente.
G – Vert	Rouge	Epandage très difficile à mettre en oeuvre car la perméabilité est inférieure à 15 mm/h.
	Jaune	25 m ² de filtre à sable vertical drainé avec rejet des effluents traités dans le milieu hydraulique superficiel (pour la réhabilitation des parcelles construites uniquement).
	Vert	60 m ² de tranchées filtrantes peu profondes (0,60 m/TN) adaptées aux terrains en pente.

Le SPANC est mis en place au niveau de la Communauté de Communes du Tournonais. La mise en service intercommunale permettra probablement de baisser le coût du contrôle.

4.3.- EAUX PLUVIALES

Sur le village, le quartier Crémolière et le quartier Maurens les eaux pluviales sont collectées par le réseau d'assainissement (réseau unitaire). Toutefois, sur le village, des travaux de mise en séparatif du réseau ont été effectués en janvier 2005.

Sur le reste du territoire communal, les eaux sont naturellement drainées par des fossés et ravins.

La commune nous informe qu'il n'y a aucun problème en ce qui concerne l'évacuation des eaux pluviales.

4.4. ORDURES MENAGERES

La commune appartenait au SIVOM de services du canton de Tournon, depuis le 1^{er} janvier 2003 la communauté de commune a pris en charge cette compétence. L'adhésion au SYTRAD de Portes-Les-Valence permettra à la collectivité de bénéficier de ses installations pour l'élimination des déchets.

La collecte des déchets hebdomadaire est organisée par la société ONYX par le biais de poubelles individuelles et de bacs roulants de regroupement.

Les ordures sont ensuite dirigées vers le C.E.T. (Centre d'Enfouissement Technique de Petit Pourcieux à Chatuzange-Le-Goubet. Le Plan Interdépartemental d'Elimination des Déchets

(P.I.E.D.) approuvé par arrêté inter préfectoral prévoit la fermeture de ce site. Les déchets seront ensuite pris en charge par le SYTRAD (incinération).

Les containers de tri sélectif permettent la collecte du verre, des papiers carton et du plastique. Les sites d'apport volontaires sont situés à Crémolière, à la Croix du Fraysse ainsi que près du cimetière.

Deux bennes à encombrants sont déposées deux fois par an à Crémolière.

4.5. RESEAU VIAIRE

Le centre d'ETABLES est implanté à proximité de la RD 532 qui relie Tournon à St-Félicien (1,5 km du village).

L'accès au village d'ETABLES se fait par la RD 229 qui relie le centre du village au hameau de Crémolière.

C'est ensuite un réseau communal de routes et chemins qui relie l'ensemble de l'habitat diffus au village. Ce réseau secondaire est de qualité satisfaisante.

4.6. RESEAU DE DEFENCE INCENDIE

Ce sont 14 poteaux incendies alimentés par le réseau AEP qui assurent la défense incendie de l'ensemble des zones bâties du territoire. Certaines d'entre elles présentent des dysfonctionnements (manque de débit).

Au quartier Crémolière le réseau sera conforter dans le cadre de l'aménagement de la zone d'activités. Des bouches ont été récemment mise en place au village ainsi que pour le quartier Montmasson.



E. LE CONTEXTE INTERCOMMUNAL

Les principaux établissements publics de coopération intercommunale auxquels adhère la commune sont les suivants :

- **Communauté de Communes**, créée le 1er Janvier 2003.
- **S.I. des Eaux Cance Doux** dont l'objet est le renforcement et l'extension du réseau d'eau potable.
- **S.I. d'Equipement Sportif du Plateau d'Etables et communes limitrophes**, soit un total de cinq communes. Ce syndicat travaille à la création, l'entretien des équipements sportifs et à leur mise à disposition pour les associations scolaires et les collectivités.
- La commune est adhérente au **S.I. d'Electrification d'Etables** qui lui-même adhère au **S.D.E. 07** (Syndicat Départemental d'Energie de l'Ardèche).
- **S.I.V.U. des Inforoutes de l'Ardèche** créé en novembre 1998 qui permet entre autres aux adhérents de disposer d'une page Internet présentant la commune.



F. LES LOIS ET REGLEMENTATIONS NATIONALES

De nombreuses dispositions supra communales s'imposent à la commune, à son territoire et doivent être prises en compte dans son document d'urbanisme.

Loi sur l'eau, Loi paysage, Loi S.R.U., Servitudes d'Utilité Publique, etc. ...

Toutes ces dispositions sont précisées dans le Porté à Connaissance de l'Etat, transmis à la commune à l'occasion de l'élaboration de sa carte communale. Les éléments essentiels de ce Porté à Connaissance sont joints en annexe au dossier de Carte Communale.

Il semble donc nécessaire de rappeler ici ses principales dispositions :

- Les dispositions de l'article L 124.2 du Code de l'Urbanisme indiquent que la carte communale se doit d'être compatible avec le S.D.A.U. de l'Aire Tournon/Tain-L'hermitage établi en juin 1983 et valant Schéma de Cohérence Territoriale.
- Le site archéologique du château fort au village, sur lequel s'applique :
 - L'article R 111-3-2 qui stipule que le permis de construire peut être refusé ou n'être accordé que sous réserve de l'observation de prescriptions spéciales si les constructions sont de nature, par leur localisation, à compromettre la conservation ou la mise en valeur d'un site ou de vestiges archéologiques.
 - La loi du 27 décembre 1941 portant réglementation des fouilles archéologiques et réglementant en particulier les découvertes fortuites et la protection des vestiges archéologiques. Cette loi prévoit notamment que par suite de travaux ou d'un fait quelconque, la mise à jour d'objets pouvant intéresser la préhistoire, l'histoire, l'art, l'archéologie ou la numismatique doit faire l'objet d'une déclaration immédiate au préfet qui doit la transmettre au directeur des antiquités.
 - La loi du 17 janvier 2001 relative à l'archéologie préventive.
 - Le décret du 16 janvier 2002 relatif aux procédures administratives et financières en matière d'archéologie préventive.
 - Le décret n° 86-192 du 5 février 1986 relatif à la prise en compte de la protection du patrimoine archéologique dans certaines procédures d'urbanisme, jusqu'à l'intervention de l'arrêté prévu au 1° de l'article 1^{er} du décret du 16 janvier 2002.
- Le site classé du Tilleul dit « De Sully ».
- Les Z.N.I.E.F.F.
- Les sites Natura 2000.

- La protection de la forêt méditerranéenne.
- Les protections et la défense contre les risques d'incendie.
- Les zones submersibles du Doux dont la délimitation n'est pas précisément connue.
- Le principe de précaution s'appliquant aux territoires situés à proximité des talwegs des ruisseaux.
- Le zonage d'assainissement collectif et individuel (S.G.A.), une zone non aedificandi autour de la station d'épuration.
- La loi d'orientation agricole du 09/07/1999, modifiée par l'article 204 de la Loi SRU; qui a instituée une réciprocité d'éloignement vis à vis des bâtiments à usage agricole nuisant ou représentant un risque (sièges, bâtiments d'exploitations et installations classées).
- La préservation des secteurs remembrés ; de l'aire de l'AOC Picodon.



CHAPITRE DEUXIEME

ANALYSE DE L'ETAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT

A. PAYSAGE

1. PRESENTATION GENERALE

La commune est située sur les premiers reliefs dominants la vallée du Rhône. S'étageant de 180 m environ à 563 m, respectivement depuis le confluent du ruisseau de Jérusalem avec le Doux au sud-est jusqu'à Serre des Cots au nord-ouest.

Le bourg d'ETABLES s'inscrit sur cette ligne à la cote 496 m environ.

La commune présente un paysage contrasté.

Sec et méridional au sud notamment sur le rivage du Doux tandis que le nord s'apparente davantage à un espace de moyenne montagne.

L'activité agricole souligne les nuances : l'arboriculture domine au sud, l'élevage et la polyculture occupent l'espace agricole au nord.

2. LES PAYSAGES NATURELS

Le territoire communal, d'une superficie de 1 570 ha, présente une morphologie très accidentée au sud qui s'adoucit vers le nord.

Il peut être divisé en **deux unités paysagères** :

- **Un plateau** au relief collinaire formant un « U » renversé dont l'une des branches est matérialisée par la ligne de crête passant par le hameau de Maurens et la seconde suivant la RD 532. C'est à la faveur de ces replats topographiques que se sont développés l'habitat et l'activité agricole.



➤ **Des talwegs** orientés nord-ouest-sud-est présentent de fortes pentes :

- le talweg du ruisseau de la Jointine en bordure ouest,
- le talweg du ruisseau de Bauze et Chavroche qui entaille l'est du territoire,



- les gorges du Doux marquent la limite sud de la commune.



Ces talwegs constituent une zone de transition entre le plateau du Haut Vivarais, les Gorges du Doux et au-delà vers le plateau de Vernoux.

3. LE PAYSAGE « BÂTI »

L'habitat est dispersé sur l'ensemble du territoire.

Quatre hameaux principaux sont répartis sur le plateau :

- Crémolière s'est construit à la faveur de la croisée des chemins de la RD 532 et RD 228,
- ETABLES, le chef-lieu historique, s'est groupé autour de l'église et du Château moyenâgeux de Fays,

- Le hameau, plus modeste, de Mazillac regroupe quelques habitations au cœur du plateau cultivé,



- Plus au sud, le hameau de Maurins occupe le dernier promontoire du plateau avant les pentes des gorges du Doux.



Des constructions traditionnelles, parfois imposantes sont disséminées sur le territoire. Elles constituaient autrefois le siège et les dépendances de l'exploitation agricole au centre de laquelle elles étaient édifiées.



Elles forment aujourd'hui des éléments remarquables dans la perception des paysages : Ferme Malapos, Ancien Château Trollat, Demeure Lecot.

Le patrimoine paysager de la commune est également représenté par le tilleul planté par Sully tout à côté de l'église. Il forme un élément paysager remarquable avec le Château féodal du Fay. Ce dernier présente au visiteur son imposante tour ronde et sa porte en ogive donnant accès à la cour intérieure.



Notons la présence de quelques puits en ogive.



qui constituent des éléments remarquables du petit patrimoine bâti.

4. LES ENJEUX PAYSAGERS

4.1. PAYSAGE NATUREL ET AGRICOLE

☐ Atouts :

- + Richesse et diversité végétale des zones naturelles.
- + Paysage de transition du plateau agricole orienté vers l'élevage au nord vers l'arboriculture au sud.

☐ Enjeux :

- + Protection des espaces agricoles et maintien de la pratique agricole afin de conserver les paysages ouverts en évitant une trop grande emprise des boisements.

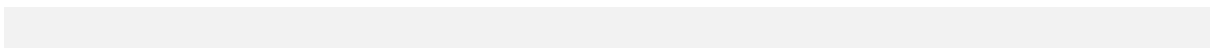
4.2. PAYSAGE BATI

☐ Atouts :

- + Bâtiesse traditionnelle de qualité qui agrémentent le plateau.
- + Hameau qui constitue des points d'appel visuel marquant le paysage, Maurins, ...
- + Patrimoine architectural et patrimonial de grande qualité constitué du château de Fay et du tilleul de Sully.

☐ Enjeux :

- + Maintien de la qualité architecturale des hameaux et bâtisses traditionnelles diffuses.
- + Gérer le développement du bâti par rapport aux espaces agricoles et forestiers en évitant le mitage des zones naturelles.



B. MILIEU NATUREL

1. TOPOGRAPHIE

Le relief est marqué par les talwegs des rivières et ruisseaux qui entaillent le plateau. Ce dernier s'incline du nord-est au sud-est du territoire communal de 530 m à 420 m. La ligne du plateau est soulignée par une rupture de pente nette qui forme un balcon au-dessus des gorges du Doux, du ruisseau de la Jointine et du ruisseau de Bournas.

Les ruptures sont plus nuancées au-dessus des ravins et ruisseaux de Combes, de Bauze et de Jérusalem.

2. GEOLOGIE ET PEDOLOGIE

(Source : BRGM Carte n° 794 Tournon)

ETABLES est située sur la bordure orientale du massif central qui constitue les plateaux du Vivarais.

Au centre du plateau, la Vallée du Doux marque un relief important où se déversent les multiples ravins et ruisseaux qui entaillent le relief.

Le plateau forme un ensemble homogène de terrains cristallins et cristallophylliens vierges de sédiment.

Les grandes orientations morpho-structurales sont données par les sens de fractures (NE-SW) qui semblent ainsi déterminer la direction générale du réseau hydrographique du Vivarais et notamment du Doux.

Les terrains affleurants se caractérisent par la présence de roches cristallophylliennes représentées pour une grande partie par les anatexites claires à cordiérite. Ces roches massives se caractérisent par la présence de nodules de cordiérite dans une matrice blanche ; et pour une plus faible part par des gneiss œillets granitoïdes à texture anatexique. Le gneiss très largement cristallins, à foliation plane affleurent de part et d'autre du territoire communal (à l'ouest et à l'est).

Les gorges du Doux et le vallon de Jérusalem laissent apparaître une alternance irrégulière de leptynites et amphibolites. La première forme une roche massive de grain fin à moyen, de teinte habituellement rose violacé à foliation régulière. La seconde forme une roche finement litée ou massive à grain fin ou moyen et de couleur sombre. Un terrain de gneiss à sillimanite biotite juxté à une roche éruptive phyllonite, compose la zone de transition avec les roches cristallophylliennes du plateau.

L'évolution pédologique des sols dépend de plusieurs facteurs parmi lesquels on peut citer le climat, le temps (au sens de la durée), la roche mère, la topographie, la végétation et enfin l'homme. Sur les plateaux du Vivarais, ce sont davantage les conditions topographiques et l'action de l'homme qui sont responsables de l'évolution pédologique. Les talwegs profonds qui découpent le plateau dont le rebord forme une « marche » abrupte au-dessus du Rhône présente des pentes importantes que l'érosion a « nettoyé » : la roche mère affleure presque partout. En sommet de buttes, l'altération du sol est faible dans les fonds de vallon, la roche est désagrégée.

Dans ce secteur de plateaux du moyen Vivarais, les gorges profondes succèdent aux pentes douces et viennent se bloquer sur la rive gauche du Rhône en formant un versant abrupte.

Les sommets des buttes où affleure le granit, les sols sont caillouteux, peu épais et sensibles à la sécheresse. Ces sommets sont occupés par des bois de pins sylvestre ou des pelouses sèches (Serre des Côtes, Colline des Pavas).

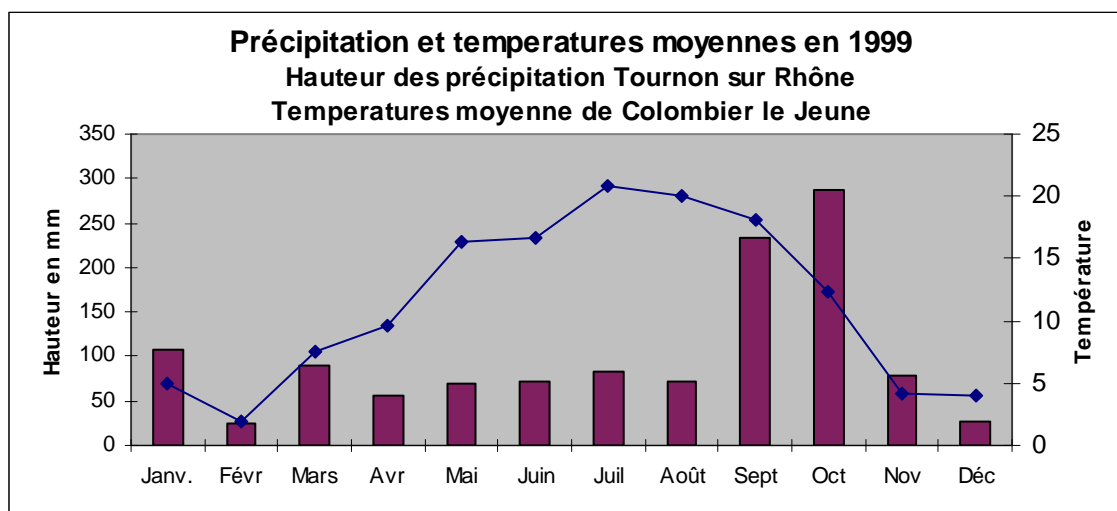
Sur les pentes douces, l'épaisseur des sols est plus importante. Des plantations de vignes et surtout d'arbres fruitiers ont été possibles notamment sur le bras du territoire compris entre la gorge du ruisseau de Jointine et de Bauz-Chaveroche.

Lorsque le sol prend une texture plus lisse et s'épaissit encore, il reçoit alors les plantations de céréales et les prairies artificielles qui permettent l'élevage. La moitié nord du territoire communal illustre cette catégorie de sol.

3. LE CLIMAT

(Source : Bulletin Météorologique de l'Ardèche – 1999)

Les principales caractéristiques du climat de la commune sont mises en évidence par l'observation du diagramme ci-après, dont les valeurs proviennent des stations météorologiques de Colombier-Le-Jeune et Tournon-sur-Rhône.



❑ Précipitations

Le régime pluviométrique, globalement modéré mais très irrégulier selon les saisons, subit l'influence méditerranéenne : été sec, printemps et surtout automne (septembre et octobre) humides. Janvier et mars sont également des mois à pluviométrie importante.

En été, les pluies ont souvent un caractère orageux, et sont parfois accompagnées de grêle en début de saison.

❑ Températures

L'amplitude de température est, entre février (température moyenne la plus basse) et juillet (température moyenne la plus haute), de 18,8° C.

Le climat est doux puisque entre avril et octobre, les températures moyennes ont varié entre 9,6 et 20,8° C.

❑ Les vents

Les vents sont ceux caractéristiques de la dépression rhodanienne, influencés par la direction SO-NE des vallées.

La rose des vents de Colombier-Le-Jeune (station la plus proche de ETABLES) met en évidence deux courants dominant :

- le vent du nord-est, appelé bise : c'est le plus fréquent, froid et sec. Il souffle parfois avec violence, même s'il amène un temps ensoleillé. Il est précurseur de gelées tardives,
- le vent du sud-ouest, sec et chaud, annonce le plus souvent un temps pluvieux.

4 . LES MILIEUX NATURELS

La forêt occupe environ 487 ha (soit 31 % du territoire communal), les espaces agricoles 732 ha (soit 46 % du territoire).

Le relief marqué crée des zones d'accès difficile que l'homme n'a pas pu travailler et qui sont le refuge d'une flore et d'une faune variée et riche.

4.1. LA FLORE

C'est dans cette région du Haut Vivarais où s'inscrit ETABLES que se manifestent les dernières influences méditerranéennes (*Oryza grandiflora*) mêlées à certaines plantes de montagne (genêt).

Le chêne vert et les espèces thermophiles qui l'accompagnent sont visibles sur les pentes dominant le Doux (citron de Provence, buis et genévrier cade).

Au-delà, le chêne pubescent accompagné de quelques pins sylvestres et de châtaigniers occupent les zones boisées en pentes plus douces.

On note les zones de déprise agricole qui sont peu à peu colonisées par la lande à genêts.

4.2. LA FAUNE

La faune rencontrée ici constitue pour certaines espèces la limite nord de leur aire de répartition comme les genettes et certaines fauvettes méditerranéennes. Elle est également représentée par l'avifaune dont la richesse concerne les rapaces représentés entre autres par le circaète jean le blanc, la bondrée apivore, la buse variable, le milan noir et royal, l'épervier, le faucon crécerelle. Notons également la présence du hibou grand-duc.

Les mammifères sont également très nombreux. Blaireau, renard, hermine, belette, fouine, putois, hérisson, chevreuil comptent parmi la population des mammifères présents sur la commune.

4.3. Z.N.I.E.F.F.

Les Z.N.I.E.F.F.* n'ont pas de portée réglementaire directe. Elles ont le caractère d'un inventaire scientifique. La loi de 1976 sur la protection de la nature impose au document d'urbanisme de respecter les préoccupations d'environnement, et interdit aux aménagements projetés de « détruire, altérer ou dégrader le milieu particulier » à des espèces animales ou végétales protégées.

Pour apprécier la présence d'espèces protégées et identifier les milieux particuliers en question, les Z.N.I.E.F.F. constituent un élément d'expertise incontournable que les choix d'aménagements communaux se doivent d'intégrer.

Il existe deux types de Z.N.I.E.F.F. :

- Les **Z.N.I.E.F.F. de type 1** : Constituent des sites particuliers généralement de taille réduite, qui présentent un intérêt spécifique et abritent des espèces animales ou végétales protégées bien identifiées. Ces sites ou zones correspondent donc à un enjeu de préservation des biotopes concernées.
- Les **Z.N.I.E.F.F. de type 2** : Sont des ensembles géographiques généralement importants, incluant souvent plusieurs Z.N.I.E.F.F. de type 1, et qui désignent un ensemble naturel étendu dont les équilibres généraux doivent être préservés.

* Zones Naturelles d'Intérêt Ecologique, Floristique et Faunistique.

La commune est concernée par **deux Z.N.I.E.F.F.* de type 1** et **deux Z.N.I.E.F.F. de type 2** :

⇒ **Gorges de la Daronne** (Zone n° 0704-4003 de Type 1)

« *Typologie : Cours d'eau rapide*

Surface : 1 005 ha

Altitude supérieure : 450 - Altitude inférieure : 180

Intérêt : Les gorges de la Daronne sont très peu accessibles : routes puis sentiers qui s'avancent sur le plateau au sud d'Etables. Ces gorges présentent les zones les plus sauvages de l'ensemble Doux-Duzon-Daronne, très favorables à la faune, et à la nidification de rapaces en particulier. Le fond de la vallée est occupé par des boisements présentant un caractère méditerranéen affirmé et Le sommet des pentes exposées au sud et couvert de landes thermophiles. C'est dans ce type de milieu qu'apparaît la fauvette passerinette. »

⇒ **Gorges du Doux** (Zone n° 0704-4002 de Type 1)

« *Typologie : Cours d'eau rapide*

Surface : 1 380 ha

Altitude supérieure : 450 - Altitude inférieure : 200

Intérêt : Le cours inférieur du Doux est très fréquenté, route, voie ferrée jusqu'à Lamastre...mais les zones de pentes sont couvertes de boisements et de landes très favorables à l'avifaune. Certains méandres, comme celui de Mordane, sont peu fréquentés, et présentent des zones très sauvages..

⇒ La Z.N.I.E.F.F. n° 0708 de Type 2 **des Côtes du Rhône au nord du Doux** recense des intérêts naturalistes divers :

« *Typologie : Forêt, bois*

Surface : 17 470 ha

Altitude supérieure : 500 - Altitude inférieure : 128

Intérêt : Tout d'abord ces premiers contreforts du Massif Central, escarpés, ont été de tout temps épargnés par l'homme. Quelques terrasses ont certes été cultivées, mais la plupart des vallées encaissées sont restées vierges. De plus, actuellement, certains secteurs de pente autrefois mis en valeur ont été abandonnés tandis que le plateau qui était plus facile à exploiter de manière mécanisée reste cultivé. Ces pentes sont recolonisées par des landes et des pelouses qui peuvent être du plus grand intérêt.

*Comme dans le département du Rhône, on redécouvre actuellement l'intérêt naturaliste de ces vallons et de ces côtes escarpées dominant le Rhône. Des prospections récentes ont par exemple montré la présence du lézard (*Podarcis hispanus*) dans des stations très septentrionales où on ne soupçonnait pas sa présence. Dans le domaine entomologique, on peut attendre les mêmes surprises. C'est pour cette raison que nous avons pris en compte de manière exhaustive tous les vallons de la Côte du Rhône, afin de ne pas laisser pour compte de sites encore mal prospectés.*

Les rapaces qui exploitent en domaine vital beaucoup plus vaste qui s'étend à la fois sur le plateau et dans la Vallée du Rhône, nichent en général sur la côtière où ils trouvent à la fois les milieux boisés et rocheux qui leur sont nécessaires.

Dernier point, dans le domaine de la botanique, la côtière du Rhône voit s'échelonner du nord au sud les limites septentrionales de toutes les espèces méditerranéennes. Des peuplements qui comportent un grand nombre d'espèces méridionales en limite nord de leur aire de répartition présentent toujours une série d'éléments intéressants d'un point de vue naturaliste.

Ce même phénomène peut être décrit pour l'avifaune (Lebreton 1980), ou pour les mammifères : présence de petites populations de genette en limite nord de leur aire de répartition... »

* Z.N.I.E.F.F. : Zone Naturelle d'Intérêt Ecologique, Floristique et Faunistique.

⇒ La Z.N.I.E.F.F. n° 0704 de Type 2 intègre **les Gorges du Doux et ses affluents le Duzon et la Daronne** qui :

« Typologie : Cours d'eau rapide

Surface : 10 866 ha

Altitude supérieure : 637 - Altitude inférieure : 120

Intérêt : la rivière du Doux et ses deux affluents, le Duzon en rive droite et la Daronne en rive gauche, constituent un ensemble complexe de gorges qui entaillent profondément le plateau hercynien du vivarais. L'intérêt paysager et géomorphologique de ce secteur n'est pas à négliger.

D'un point de vue biogéographique, ce secteur correspond à une frontière où se retrouvent côte à côte certaines plantes de montagne, et des espèces nettement méditerranéennes (Oryza randiflora, ...).

Les zones les plus abruptes, peu fréquentées par l'homme sont occupées par des landes et des boisements très favorables à l'avifaune, passereaux (dont certaines fauvelles méditerranéennes), et rapaces qui sont nombreux à nicher dans ce secteur : circaète jean le blanc, bondrée apivore, buse variable, milan noir et royal, épervier, autour des palombes, faucon crécerelle. Le hibou grand-duc a été observé.

La faune de mammifères est aussi très riche et diversifiée (blaireau, renard, hermine, belette, fouine, putois, hérisson, chevreuil, ...).

Il faut aussi considérer l'intérêt hydrobiologique et ichthyologique de ces cours d'eau, qui passent en quelques kilomètres de la rivière de montagne (zone à truite), à des cours d'eau lents au niveau de l'embouchure du Doux dans le Rhône (zone à barbeau). »

4.4. SITE NATURA 2000

La **directive « Habitats »**, adoptée en mai 1992 par le conseil des ministres européens, vise la préservation des habitats naturels, de la faune et de la flore sauvages. La constitution d'un réseau de sites représentatifs des richesses naturelles de chacun des pays de l'Union Européenne, appelé « réseau Natura 2000 », est la clé de voûte de l'application de cette directive.

Comme toute directive, elle définit une obligation de résultats, en l'occurrence le maintien de la biodiversité, mais laisse aux états membres le choix des moyens pour y parvenir.

La France a choisi la voie de la concertation en privilégiant une approche contractuelle avec les acteurs économiques et sociaux concernés par la gestion de ces territoires. Pour chaque site français proposé au réseau Natura 2000, doit être élaboré un document d'objectifs. Il définit les propositions locales et les orientations de gestion qui permettront de concilier la préservation durable du patrimoine naturel et l'exercice des activités humaines.

Deux sites ont été proposés au titre de Natura 2000 :

- Il s'agit des rives abruptes et sauvages composées des landes, forêts et milieu aquatique du Doux et de ses affluents dont les gorges de la Daronne.
- Le second site est celui du ruisseau de Mazevieux qui prend sa source en bordure nord de la commune.

5 . HYDROLOGIE

5.1. LE RESEAU HYDROGRAPHIQUE COMMUNAL

(Source : IGN, GEO+)

Rivières, ruisseaux et ravins marquent et déterminent le territoire d'ETABLES.

Le Doux constitue l'un des cours d'eau principal du Haut-Vivarais. A ETABLES, il forme en prolongement du ravin de Jérusalem la limite naturelle sud de son territoire.

Le ravin profond de la Jointine en constitue la limite ouest, tandis qu'une succession de ravins et ruisseaux (Beauze, Chaveroche, ...) entaille le territoire du nord au sud. Ces deux ravins constituent les deux bassins versants principaux. Chaveroche constitue un sous-bassin versant du Doux et le ruisseau de Jointine un sous-bassin versant de la rivière Daronne, elle-même affluent du Doux.

Au droit de la commune d'ETABLES, le bilan de qualité des eaux du Bassin du Doux indique un niveau 1A, soit très bonne, ce qui est conforme aux objectifs.

5.2. LA LOI SUR L'EAU

La loi n° 92.3 sur l'Eau du 3 janvier 1992 et son décret du 3 juin 1994 précisent les obligations des collectivités dans le domaine de l'assainissement et de la protection de la ressource en eau.

Cette loi traduit la nécessité d'une gestion équilibrée et solidaire de l'eau, induite par l'unité de la ressource et l'interdépendance des différents besoins ou usages, afin de concilier simultanément les exigences de l'économie et de l'écologie. La préservation des écosystèmes et zones humides est ainsi clairement affirmée.

□ Une gestion équilibrée

La gestion équilibrée de la ressource en eau vise à assurer la protection des écosystèmes, la protection contre toute pollution, le développement et la protection de la ressource en eau, la valorisation de l'eau comme ressource économique et la répartition de cette ressource.

Dans le cadre général de la loi, des schémas directeurs d'aménagement et de gestion des eaux (S.D.A.G.E.) fixent pour chaque bassin « les orientations fondamentales d'une gestion équilibrée de la ressource en eau ». Tous les travaux et assainissement envisagés devront respecter ces S.D.A.G.E..

La France est organisée en six grands bassins versants qui ont été approuvés par les préfets coordonnateurs.

Le Département de l'Ardèche fait partie du bassin Rhône-Méditerranée-Corse (R.M.C.) dont le S.D.A.G.E. a été adopté par le Comité de Bassin le 20 décembre 1996.

Tous les travaux et aménagements envisagés devront respecter ce S.D.A.G.E., que l'on peut résumer à travers ses dix orientations :

1. Poursuivre toujours et encore la lutte contre la pollution,
2. Garantir une qualité d'eau à la hauteur des exigences des usagers,
3. Réaffirmer l'importance stratégique et la fragilité des eaux souterraines,
4. Mieux gérer avant d'investir,
5. Respecter le fonctionnement naturel des milieux,
6. Restaurer ou préserver les milieux aquatiques remarquables,
7. Restaurer d'urgence les milieux particulièrement dégradés,
8. S'investir plus efficacement dans la gestion des risques,
9. Penser la gestion de l'eau en terme d'aménagement du territoire,
10. Renforcer la gestion locale et concertée.

A l'intérieur des sous-bassins, des Schémas d'Aménagement et de Gestion des Eaux (S.A.G.E.) fixent les objectifs généraux d'utilisation, de mise en valeur et de protection quantitative et qualitative des ressources en eau superficielle et souterraine et des écosystèmes aquatiques ainsi que la préservation des zones humides.

A ce jour, l'élaboration d'aucun S.A.G.E. n'est programmée dans le secteur d'ETABLES.

❑ Le rôle des collectivités

La Loi définit une nouvelle répartition des compétences marquée par l'intervention accrue des collectivités locales dans la gestion et la maîtrise des eaux, notamment en matière d'assainissement.

Ainsi, désormais, les communes sont responsables sur leur territoire de l'assainissement et de son bon fonctionnement, qu'il s'agisse d'assainissement collectif ou individuel. La commune doit mettre en place **un zonage d'assainissement**, qui est soumis à enquête publique et délimite les zones d'assainissement collectif et celles d'assainissement individuel.

Ce zonage implique que, dans les zones non raccordées au réseau collectif qu'elle souhaite classer constructibles, la commune doit s'assurer au préalable de l'aptitude des sols à l'assainissement autonome. Dans ce but, un Schéma Général d'Assainissement est réalisé. Il aboutit au plan de zonage cité ci-dessus. Cette étude est subventionnée par l'agence de l'Eau et le Département. L'établissement d'un zonage d'assainissement sera obligatoire en l'an 2005 pour les communes de moins de 100 000 habitants.

ETABLES a souhaité profiter de l'élaboration de sa Carte Communale pour élaborer un Schéma Général d'Assainissement en conformité avec le zonage de la Carte Communale.

Le zonage d'assainissement sera soumis à enquête publique en même temps que la carte communale.

❑ Classification des travaux qui concernent l'eau

Une classification des travaux ayant des incidences sur l'eau a été mise en place (décret du 29 mars 1993). Elle détermine les types de travaux qui sont désormais soumis à Déclaration ou à Autorisation au titre de la protection de l'eau (ressource et qualité). Cette classification concerne les travaux d'exploitation de la ressource en eau (captages, forages, etc.), l'épuration des eaux usées, les travaux dans les cours d'eau, les ouvrages hydrauliques, l'urbanisation (imperméabilisation).

6 . LES RISQUES NATURELS

☐ Risque d'incendie de forêt

Les massifs boisés sont sensibles aux incendies.

Les impératifs de la protection de la forêt méditerranéenne tels qu'ils résultent de la circulaire 87-71 du 20/08/1987 sont à prendre en considération.

L'ensemble du département est concerné par cette directive. Ainsi, la commune d'ETABLES se doit de maîtriser l'urbanisation dans les espaces forestiers afin d'éviter les risques de feux sans toutefois exclure des projets d'aménagements tenant compte des particularités locales. Ces projets doivent intégrer les spécificités de la forêt, sa valeur écologique et la protection des sites et des paysages.

☐ Risque d'inondation

Le Doux et les autres ruisseaux parcourant le territoire n'ont pas fait l'objet d'études hydrauliques. Ces espaces sont toutefois susceptibles d'être rapidement submergés lors d'événements pluvieux et devront également être exclus d'une zone constructible.

Le porté à connaissance ne mentionne pas d'élément connu à ce jour. Il est rappelé qu'une attention toute particulière doit s'appliquer aux territoires situés à proximité des talwegs, des ruisseaux et ravins.

En effet, ces espaces sont susceptibles d'être rapidement submergés lors d'évènements pluvieux. De ce fait, ils resteront vierges de tout aménagement et construction afin de respecter le principe de précaution.

☐ Phénomène de ruissellement urbain (sources GEO+)

Il n'y a pas eu de phénomène de ruissellement observé en zone urbaine.

Sur le village, le quartier Crémolière et le quartier Maurens, les eaux pluviales sont colletées par le réseau unitaire. Sur le reste du territoire, les eaux sont naturellement drainées par les ravins et fossés.

C. HISTOIRE ET PATRIMOINE

1. HISTOIRE DE L'IMPLANTATION HUMAINE

ETABLES était déjà connu au temps des croisades comme étape sur la route du Puy à Jérusalem. A l'époque, il n'y avait pas de bourg constitué mais une sorte de relais avec possibilité d'échange de montures.

Par la suite, le bourg et la commune se sont fortement développés. Une demeure seigneuriale laisse encore apparaître des tours et une porte ogivale : c'est le Château de Fay du XIV^{ème} siècle qui dresse encore ses tours et ses murailles ; actuellement habité, on ne le visite pas, mais on peut en faire le tour pour admirer son architecture médiévale en belles pierres.

Au siècle dernier, on comptait plus de 1000 habitants vivant essentiellement de l'agriculture et de l'élevage. La commune a connu ensuite l'exode rural vers les villes de la Vallée du Rhône (Tournon-Valence). Sa population est tombée à moins de 500 habitants.

2. LE PATRIMOINE CULTUREL

(Source : Inforoutes de l'Ardèche)

Le tilleul classé, juxte l'église, est l'un des cinq arbres plantés, dit-on, par Sully en Ardèche au cours de l'année 1600. Cet arbre a su résister au temps et notamment à la tempête de décembre 1999. Cet arbre remarquable est un site classé depuis 1936.



Le Château de Faÿ construit au XIV^{ème} siècle est un site archéologique recensé. Il présente ses tours, l'une ronde, la seconde carrée ainsi qu'une porte en ogive qui donne accès à la cour intérieure.



En parcourant la commune, on peut admirer des puits en ogive caractéristique du patrimoine bâti du secteur.



CHAPITRE TROISIEME

CONCLUSION

ETABLES dispose de nombreux atouts pour envisager l'avenir :

- une nature et des paysages typiques grâce à sa situation entre vallée du Doux et plateau agricole ;
- une agriculture présente et dynamique ;
- un environnement rural qui confère à la commune un cadre de vie accueillant ;
- une démographie dynamique (+ 3,11 % par an de taux de croissance entre 1999 et 2003) ;
- un parc de logements locatifs en progression ;
- la proximité de la vallée du Rhône ;

Le diagnostic a permis de mettre en évidence les principaux points de fragilité :

- une offre locative qui ne permet pas de répondre à l'ensemble des demandes ;
- une population active quittant chaque jour le village de plus en plus nombreuse ;
- une carence d'espaces dédiés aux activités économiques et ce au niveau du territoire de la Communauté de Communes ;
- un développement urbain disparate qui s'effectue au grés des opportunités foncières ;
- des équipements publics qu'il convient de renforcer (assainissement) ou de mettre en place (salle des fêtes, crèche intercommunale...).

C'est à partir de ce diagnostic que la commune a bâti son projet communal qui vise à un développement équilibré et respectueux de ses particularités tout en contribuant à compenser ses insuffisances.



2^{ème} Partie

PRESENTATION DU PROJET RETENU POUR ETABLIR LA CARTE COMMUNALE

**A – DOCUMENTS D'URBANISME
SUPRACOMMUNAUX**
B – ORIENTATIONS DE LA CARTE COMMUNALE
C – CARACTERISTIQUES DU NOUVEAU ZONAGE

A. LES DOCUMENTS D'URBANISME SUPRACOMMUNAUX

Le Schéma Directeur d'Aménagement et d'Urbanisme de Tain-Tournon approuvé le 25/08/1983, valant Schéma de Cohérence Territoriale, inclus la commune d'ETABLES.

Ce SDAU est devenu caduque mais il est utile de rappeler les grandes orientations énoncées par ce document, notamment celles concernant la commune d'Etables :

- Perspectives de croissance démographique.

L'objectif retenu pour le plateau ardéchois "conforter les villages et maintenir les habitants au pays même s'il n'y travaillent pas".

Le S.D.A.U. n'envisageait pas de croissance démographique pour ETABLES.

Cette hypothèse a été déterminée en fonction de tendances passées, indépendamment de facteurs exceptionnels imprévisibles et calculée sur une période longue de 35 ans rendant plus aléatoire les prospectives.

Dès le recensement de 1982, la population augmente alors qu'elle baissait jusqu'en 1975. La croissance de période 1975-2003 est de l'ordre de 1,38 % par an.

- Zones d'urbanisation.

L'objectif du SDAU était de conforter les bourgs et hameaux existants tout en préservant leur identité, en évitant le mitage du paysage, la création d'une urbanisation désordonnée, diffuse ou linéaire le long des routes.

Le SDAU prévoyait une urbanisation autour du chef-lieu, du hameau de Crémolière jusqu'à la Croix du Fraysse, Montmasson ainsi qu'au quartier Morens.

Le projet de carte communale prévoit en priorité le développement du chef-lieu de Crémolière et Montmasson. Morens est trop excentré pour être développé.

- zones d'activités :

Le SDAU ne prévoyait pas d'espace d'activité à ETABLES. Toutefois, l'équipe municipale, en concertation avec la Communauté de Communes du Tournonais, souhaite conforter les activités du plateau afin que le recours à celles de la Vallée du Rhône ne soient pas systématique tant pour limiter les déplacements que pour favoriser « la vie » sur le plateau et répondre à une demande exprimée.

D'autre part, une étude pour un schéma d'accueil des activités, diligentée par la communauté de communes du Tournonais et réalisée par COPERNIC Consulting précise au sujet de l'arrière pays de Tournon que « *le projet de Zone d'activités d'Etables correspond à une nécessité. Il conviendrait d'envisager d'autres projets comparables mais on se heurte à l'absence d'autre pôle économique suffisamment important sur des axes de communication significatifs* » (page 89 du rapport de Copernic).

- Les espaces naturels et forestiers.

L'objectif est le maintien du caractère sauvage des Gorges du Doux, la sauvegarde des paysages et des lignes de crêtes qui les ceinture.

Des mesures de protection s'appliquent également aux espaces forestiers identifiés sur le territoire.

Aucune zone constructible ne s'insère dans ces espaces naturels.

- Le territoire agricole.

Des espaces sont identifiés, leur vocation agricole est confirmée tant pour le maintien de l'outil de travail des agriculteurs que pour la conservation du terroir.

Le projet de carte communale développe de façon concentrique le hameau de Crémolière, exclut de l'urbanisation la zone sud de la RD 532, conforte le hameau de Montmasson.

Le village se développe en évitant les perspectives et points de vue vers l'arbre de Sully et le Château de Fay. L'extension du hameau de Vert est envisagée vers le nord, elle évite ainsi la zone de pente sud très visible et sensible.

Le hameau de Morens est exclu du développement urbain tant pour la protection des paysages, du milieu naturel qu'en raison des difficultés liées à la mise en place de l'assainissement.

TABLEAU DES SERVITUDES D'UTILITE PUBLIQUE

(limitation administrative au droit de propriété)

CODE	NOM officiel de la servitude	ACTE officiel instituant la servitude	Service départemental ou service responsable de la servitude
AC 1	Servitude de protection des monuments historiques classés.	<ul style="list-style-type: none"> Classé le 10/11/1936 : Tilleul dit « de Sully » 	Service Départemental de l'Architecture 35 Avenue de la Gare 07000 PRIVAS

B. ORIENTATIONS DE LA CARTE COMMUNALE

L'état des lieux précédent a permis d'apporter des éléments qui ont guidé les élus dans l'expression des orientations qu'ils souhaitaient donner à leur nouveau document d'urbanisme.

L'enjeu de la carte communale d'ETABLES est de permettre une croissance, un renouvellement de la population du plateau tout en préservant les richesses naturelles, le patrimoine bâti de la commune.

Les objectifs communaux pour l'élaboration de la carte communale sont de permettre le développement du centre village, d'accueillir une population nouvelle afin de dynamiser la vie locale. Il convient d'envisager le développement futur de la commune et de prévoir la réalisation des équipements techniques (assainissement collectif notamment) nécessaires à cette urbanisation future, de conforter les activités existantes et permettre l'implantation de ceux qui souhaitent s'installer.

Toutefois ce développement doit permettre de conserver et offrir pour les habitants installés ou futurs la qualité de vie « rurale » que leur apporte ETABLES aujourd'hui.

Le développement ne devra pas mettre en péril le patrimoine commun et notamment les richesses naturelles, les paysages, le patrimoine architectural, l'activité agricole qui constitue un apport économique et joue un rôle majeur dans le maintien du cadre de vie et des paysages.

A ce jour, la commune d'ETABLES n'est pas soumise à une charte de Parc Naturel Régional, à un plan de déplacement urbain ou à un programme local de l'habitat.

Les choix municipaux d'aménagement et d'organisation de l'espace tiennent compte des dispositions du SDAU (énoncé ci-avant) ainsi que l'article L-121-1 du code de l'urbanisme et des trois grands principes qu'il énonce :

- Equilibre entre développement urbain et rural d'une part et protection des espaces agricoles, forestiers, des espaces naturels et des paysages, d'autre part ;
- Mixité sociale et diversité des fonctions urbaines ;
- Utilisation économe de l'espace et respect de l'environnement.



C. CARACTERISTIQUE DU NOUVEAU ZONAGE

Les objectifs d'aménagement ont permis d'établir une proposition de zonage qui :

- Localise l'urbanisation au chef-lieu en vue de développer le centre village ;
- Envisage le développement du hameau de Crémolière et de La Plaine où l'impact paysager est moindre et selon le phasage de réalisation des travaux d'assainissement ;
- Autorise l'extension des hameaux de Vert, Colombet et Montmasson ;
- Exclut les autres secteurs de toute urbanisation et détermine ainsi les zones destinées à la pratique agricole ou permettant la protection des paysages et des richesses naturelles.

Ainsi, le zonage est divisé en trois secteurs.

1. LES ZONES C, DITES CONSTRUCTIBLES

Ce sont des zones qui délimitent les secteurs susceptibles d'accueillir de nouveaux bâtiments à usage d'habitation.

Toutes les zones bâties ou urbanisées n'ont pas été classées en zone constructible. Certaines sont trop excentrées du village et le coût des équipements serait trop important ; D'autres sont situées dans les ZNIEFF qui couvrent une grande part du territoire communal au sud ; d'autres sont à proximité d'un siège d'exploitation agricole ou situées dans un cadre paysager sensible qu'il est nécessaire de préserver. Certaines enfin cumulent plusieurs de ces handicaps.

La zone C s'étend sur une superficie de 38 ha, soit 2 % du territoire.

Les surfaces constructibles sont présentes :

- Au chef-lieu, dont le réseau d'assainissement va être réalisé dans les mois à venir. Ces surfaces permettront entre autres la réalisation d'un projet de logements collectifs offerts à la location.

La zone pressentie pour l'urbanisation est située sur le pourtour immédiat du village. Le site de Thevenard est exclu d'une zone constructible afin de conserver les perspectives sur le château et le point de vue sur l'arbre de Sully.

Le projet de logement pour personnes âgées et offre locative sur le secteur Baudier sera réalisé à plus longue échéance. Le site est exclu de la zone C afin de le préserver.

La délimitation du zonage tient compte également du relief. Les zones d'amorce de pentes sont exclues de la zone C.

Au village, ce sont 6 logements collectifs (projet en cours de réalisation) et environ 35 logements individuels qui sont possibles.

- Au hameau de Crémolière les terrains libres peuvent permettre l'édification d'une quinzaine de logements.
- Au quartier La Plaine, il s'agit de combler les « vides ». Ce sont environ 4 à 5 logements individuels qui pourront être édifiés.

Ces trois zones de développement seront équipées d'un réseau de collecte des eaux usées.

Une station de type « lits à macrophytes », d'une capacité de 315/380 EH permettant le traitement des eaux du Village, Bosc, Crémolière et La Croix du Fraysse est envisagée.

Les hameaux de Vert, et Montmasson permettent la construction d'environ 28 logements individuels. L'aptitude des sols à l'assainissement autonome permet la mise en place de dispositif classique. Les parcelles non construites dont l'aptitude des sols est défavorable ou très défavorable à l'assainissement autonome sont exclues des zones constructibles.

Le quartier Colombet permet l'édification d'une à deux constructions. Sur ce secteur, la nature des sols exige des dispositions particulières pour la réalisation du dispositif d'assainissement autonome (au moins 60 mètres de tranchée d'infiltration). Le Schéma général d'assainissement donne le détail de ces préconisations.

Le site envisagé pour la construction d'une crèche intercommunale est contigu à la salle de sports au quartier Montmasson. La parcelle support du projet de la salle culturelle au village appartient à la commune.

2. LES SECTEURS NON CONSTRUCTIBLES

Une attention particulière a été portée à la pérennisation de l'activité agricole : ainsi les bâtiments agricoles et sièges sont maintenus hors des zones constructibles afin de respecter la règle de réciprocité.

La délimitation tient compte du relief : les zones trop pentues ou bien celles nécessitant des aménagements spéciaux du réseau d'assainissement sont exclues des zones C, en conséquence certaines zones présentent un découpage ne suivant pas la limite parcellaire.

La préservation des richesses naturelles a également été respectée dans le présent document.

Ainsi, les Z.N.I.E.F.F. de type 1, les sites Natura 2000, recouvrant les espaces les plus riches sont exclus de toute zone constructible. Il en est de même pour tous les secteurs naturels non concernés par la pratique agricole.

La présence du risque d'incendie (zone boisée) ont conduit au classement de ces secteurs en zone inconstructible.

La valeur patrimoniale du Château de Faÿ, de l'arbre de Sully, ont conduit au classement en zone non constructible de parcelles au quartier Thévenard.

La sensibilité paysagère de bâtisses remarquables a exclu la création de zones constructibles autour et dans l'environnement des demeures de Lacot, de Grand Perrin ou Malapo.

Cette zone non constructible s'étend sur une superficie de 1536 ha, soit 97.6 % du territoire communal.

3. LA ZONE Ca

La zone Ca à vocation d'activités a été créée dans un secteur où l'on recense déjà trois activités économiques. Il s'agit de permettre :

- aux artisans déjà installés en bordure de la RD 532 de disposer d'un espace adéquat,
- l'installation de quelques activités nouvelles.

Plusieurs artisans ont déjà signalé leur intention de s'y installer.

Cette zone s'étend sur une superficie de 6 ha au quartier Crémolière, soit 0.4 % du territoire communal.

Un bureau d'études a été missionné par la communauté de communes pour établir un schéma d'aménagement de principe de la zone d'activité. Ce schéma est présenté page suivante. La zone d'activités sera réalisée sous la maîtrise d'ouvrage de la communauté de communes. Les négociations pour la maîtrise foncière des terrains ont débutées.

Pour l'aménagement de la zone, la communauté de communes souhaite favoriser l'implantation de commerces en façade de la départementale et réserver les terrains plus éloignés aux activités artisanales ou industrielles. Les activités polluantes ou nuisantes ne seront pas acceptées sur le site et notamment, les Installations Classées soumises à autorisations.

Le périmètre de la zone d'activités pourra évoluer dans le futur en fonction du remplissage de la zone et des demandes d'implantations. Une révision ultérieure de la carte communale pourrait donc étendre son périmètre pour répondre à de nouveaux besoins.



3^{ème} Partie

INCIDENCES DE LA CARTE COMMUNALE & PRISE EN COMPTE DE L'ENVIRONNEMENT

La prise en compte de l'environnement se décline selon deux axes :

1. L'ENVIRONNEMENT URBAIN

Le présent document donne la priorité au développement urbain du chef-lieu et du hameau de Crémolière.

L'urbanisation au village est envisagée dans le prolongement du centre existant. Il contribuera au maintien et au développement de l'école, des commerces, des professions médicales sur la commune. La construction de logements collectifs avec un organisme public favorisera le renouvellement d'une population jeune sur le plateau qui manifeste le souhait de s'installer à ETABLES.

Le projet de logements collectifs et logements pour personnes âgées est ajourné ainsi le secteur est classé non constructible afin de sauvegarder les terrains pour une réalisation ultérieure.

L'enveloppe urbaine du hameau de Crémolière s'étend au sud pour l'habitat tandis qu'un secteur d'activités est réservé au nord de la RD 532. Le zonage au quartier La Plaine confirme la destination urbaine en permettant des constructions dans les espaces vides. Ce quartier bénéficiera du réseau d'assainissement en même temps que le village et le hameau de Crémolière.

Le hameau de Montmasson est ouvert à l'urbanisation. Une voie nouvelle est prévue pour assurer la desserte de la zone (financer par la P.V.R.) et limiter les circulations sur le carrefour existant particulièrement dangereux. L'accès à la zone sera situé en face de la zone de sports. L'enveloppe urbaine ainsi dessinée englobe les maisons existantes et les relie dans un même quartier.

Le hameau de Vert comptait à l'origine 3 constructions traditionnelles. 4 constructions récentes se sont implantées, le site pressenti pour l'extension ne présente pas de sensibilité paysagère marquée et évite les pentes sud du hameau très perceptible depuis la RD 229.

Le hameau de Colombet compte un groupe très resserrées, une édification isolée de bâtisses traditionnelles entre lesquels s'est construite une maison récente.

2. L'ENVIRONNEMENT NATUREL

La carte communale proposée concentre l'urbanisation sur le nord du territoire dans des secteurs déjà en partie développés. Les extensions proposées auront un impact limité sur l'environnement et l'activité agricole.

En effet, la mise en place des zones constructibles a été régie par plusieurs facteurs :

- paysagers, en évitant les sites les plus sensibles dont le plateau depuis Four jusqu'à Malapo ; ainsi que les espaces formant l'écrin des bâtisses élément classé du patrimoine ou site archéologique (Château de Faÿ, arbre de Sully, demeures remarquables) ;
- la présence des Z.N.I.E.F.F. de type I et des sites Natura 2000 qui sont exclus de toute zone constructible ;
- l'existence des bâtiments agricoles et sièges d'exploitation afin de ne pas hypothéquer leur développement et respecter la règle de la réciprocité ;
- le Schéma Général d'Assainissement élaboré conjointement à la carte communale a permis de définir les filières d'assainissement autonome les plus adaptées en fonction des types de sols. Le respect de ces préconisations garantit du risque de pollution liée au rejet. D'autre part, seules les zones pouvant recevoir un assainissement autonome de type « classique » permettent la construction de nouveaux logements. La mise en place des filières plus complexes étant réservée à la rénovation des logements existants à l'exception du quartier Colombet qui autorise la construction d'un à deux nouveaux logements.
- tout projet concernant l'implantation d'une activité bruyante devra respecter la réglementation en vigueur en matière de lutte contre le bruit et être accompagné d'une notice concernant l'insertion de ce problème.